

JAPON

Déflation: Tokyo
va freiner la planche
à billets

Page C 7



SPORTS

La première place
pour trois skieuses

Page C 8



ÉCONOMIE



PEDRO RUIZ LE DEVOIR
Pour Sylvie Saint-Pierre Babin, l'Institut coopératif sert non seulement à mieux faire connaître Desjardins, ils permet également de prendre un certain recul par rapport au travail quotidien.

PORTRAIT

À l'école de Desjardins

L'Institut coopératif épouse une nouvelle vocation de formation

CLAUDE TURCOTTE

En 2000, le Mouvement Desjardins a fusionné ses fédérations régionales en une seule grande fédération. Puis, il a réorganisé sa haute direction et mis en place un comité de direction stratégique pour avoir «un leadership Mouvement». Le printemps dernier, il entreprenait une démarche de planification stratégique unique englobant toutes les parties de cette institution considérable et complexe qu'est devenue Desjardins. Parallèlement à cette démarche, il y a eu de nombreuses fusions de caisses locales. Comment les 7600 dirigeants élus et les 39 347 employés s'y retrouvent-ils?

Apparemment, l'adaptation de tout ce monde aux nouvelles structures se fait relativement bien. Toutefois, il y a plus que les structures en cause, car il y a aussi des changements démographiques considérables en cours, comme le vieillissement de la population et l'importance grandissante des communautés ethniques dans l'ensemble de la société. En outre, il y a chez Desjardins une volonté d'occuper une place beaucoup plus importante dans la région de Montréal, aussi bien dans le marché néo-québécois que dans celui des entreprises. «Il faut se faire connaître et mieux connaître les clientèles ethniques», Enfin, Desjardins part résolument à la conquête du marché canadien. Et tout cela dans un contexte de concurrence farouche sur le plan mondial.

On est donc très loin de l'univers de la petite caisse populaire d'antan logée dans le sous-sol de l'église, et pourtant, ce sont toutes ces petites caisses qui, en 100 ans, ont fait en sorte qu'il y ait aujourd'hui un Mouvement Desjardins qui a désormais l'ambition de devenir «le meilleur groupe financier de nature coopérative au monde». Un Mouvement Desjardins encore largement homogène et «pure laine» doit inévitablement devenir davantage hétérogène, ce qui implique bien sûr un changement de culture d'entreprise coopérative.

Le défi qui se pose maintenant chez Desjardins est de mettre tout le monde dans le coup de cette évolution profonde. Comment s'y prendre pour que les gens qui travaillent chez Desjardins comprennent et acceptent de participer à la mutation? Tous doivent y contribuer, peu importe s'ils travaillent dans une caisse de région rurale ou un centre de financement aux entreprises d'un milieu urbain, ou alors dans l'une ou l'autre des filiales, en assurance vie, assurances générales, cartes de crédit, valeurs mobilières, capital de risque, etc. «Cette nouvelle réalité de groupe financier intégré de nature coopérative appelle le développement d'une culture de gouvernance et de gestion qui soit largement partagée au sein du Mouvement», disait Alban D'Amours, président et chef de la direction du Mouvement, dans un message en mars 2004 pour le lancement d'une vaste opération inspirée du concept des universités d'entreprise, en vue précisément de rejoindre le plus grand nombre possible de dirigeants, gestionnaires et employés.

En 1963, pour mieux former ses dirigeants et employés aux réalités de l'époque, Desjardins avait créé l'Institut coopératif, qui avait des locaux et même des services d'hôtellerie à Lévis où des gens de tous les coins du Québec venaient faire des stages de formation. Cet institut a délaissé ses activités dans les années 1990 pour des raisons de coûts. En 2003, M. D'Amours a dirigé une mission en France pour voir de quelle manière de grandes coopératives comme Axa et d'autres grandes entreprises telles Suez et la Caisse de dépôt et de consignation s'y prenaient pour former leurs cadres et gestionnaires.

On en a conclu qu'il fallait relancer l'Institut coopératif Desjardins, mais sous une forme complètement différente. Au lieu de faire venir les gens à Lévis, on ira dans 15 régions du Québec et même à Toronto pour des séances de fin de semaine de deux jours pour des petits groupes de 60 personnes, les uns étant des dirigeants élus, les autres des employés, cadres ou pas, venant de caisses locales, de la fédération et des filiales. Un tel mélange de personnes ayant des expériences professionnelles diverses

VOIR PAGE C 5: ÉCOLE

Recours collectif contre Norbourg

L'Autorité des marchés financiers tenue directement responsable

GÉRARD BÉRUBÉ

Dans sa requête amendée, le représentant des victimes du scandale Norbourg a ajouté l'Autorité des marchés financiers au rang des intimés, aux côtés des Vincent Lacroix et al. On reproche à l'AMF fautes, erreurs, négligences et omissions, et on tient l'organisme directement responsable des dommages encourus, évalués à 130 millions. La requête vise également une admissibilité au fonds d'indemnisation en mettant l'accent sur la perpétration des actes frauduleux par des intimés qui, pour l'essentiel, exerçaient alors des fonctions de conseillers financiers.

La requête pour autorisation d'exercer un recours collectif dans le scandale Norbourg a été une nouvelle fois modifiée hier. Pilotée par le cabinet Lauzon Bélanger au nom d'un nouveau représentant pour le groupe, la requête ré-amendée se fait particulièrement virulente à l'endroit de l'organisme d'encadrement des marchés financiers, que l'on tient «conjointement et solidairement responsable», au même titre que Vincent Lacroix et autres intimés, «de la totalité des dommages subis par l'ensemble des membres du groupe», chiffrés à 130 millions.

À l'AMF, on a précisé hier que l'organisme ne voulait pas commenter.

Pièces justificatives à l'appui, la requête de 72 pages

(sans les annexes) consacre de larges chapitres aux «nombreuses fautes, erreurs, négligences et omissions» reprochées à l'AMF dans l'exercice de ses fonctions. Il est notamment allégué que Norbourg s'est retrouvée maintes fois en situation d'infraction, qu'elle a additionné les états financiers déficitaires de 1998 à 2001, ou encore qu'elle menait une expansion rapide en multipliant les acquisitions à fort prix, payées comptant, et ce, sans que l'AMF ne pose de questions.

Il est aussi soutenu que l'AMF aurait pu déceler les anomalies dès l'inspection menée en 2002 par trois de ses inspecteurs, «dont deux ont passé plus de 166 heures à vérifier les activités et les livres comptables de Norbourg Gestion d'actifs». Mais l'on s'est contenté, trop souvent, «d'une simple explication verbale de Lacroix». Entre autres, le requérant prétend que l'AMF aurait pu, par simple vérification auprès du fiduciaire désigné, découvrir l'inexistence d'un dépôt de 30 millions. Ou encore qu'«une simple analyse des états financiers de Placements Norbourg, qui était obligatoire, aurait permis, au 30 juin 2001 jusqu'au 30 juin 2004, à l'AMF de constater qu'aucune activité de fiduciaire n'était exercée par cette société».

Une autre inspection a été menée en 2004 auprès des Fonds Norbourg par deux représentants de l'AMF. Toujours selon les faits allégués, les inspecteurs auraient pu, uniquement en opposant les frais de garde facturés par Northern Trust à l'état des valeurs sous garde, observer un écart négatif entre les valeurs sous garde et celles indiquées dans les états financiers internes de

chacun des fonds. L'exercice s'est finalement terminé par une lettre indiquant que le dossier d'inspection des Fonds Norbourg était terminé «parce que Norbourg Gestion d'actifs avait répondu adéquatement» aux interrogations des inspecteurs.

Le requérant reproche le même laxisme lors de l'enquête déclenchée en octobre 2004 auprès de Norbourg et de Vincent Lacroix. Les enquêteurs ont alors demandé «à Lacroix et ses associés une panoplie de documents [...] Dans le cadre de l'examen de ces documents, les

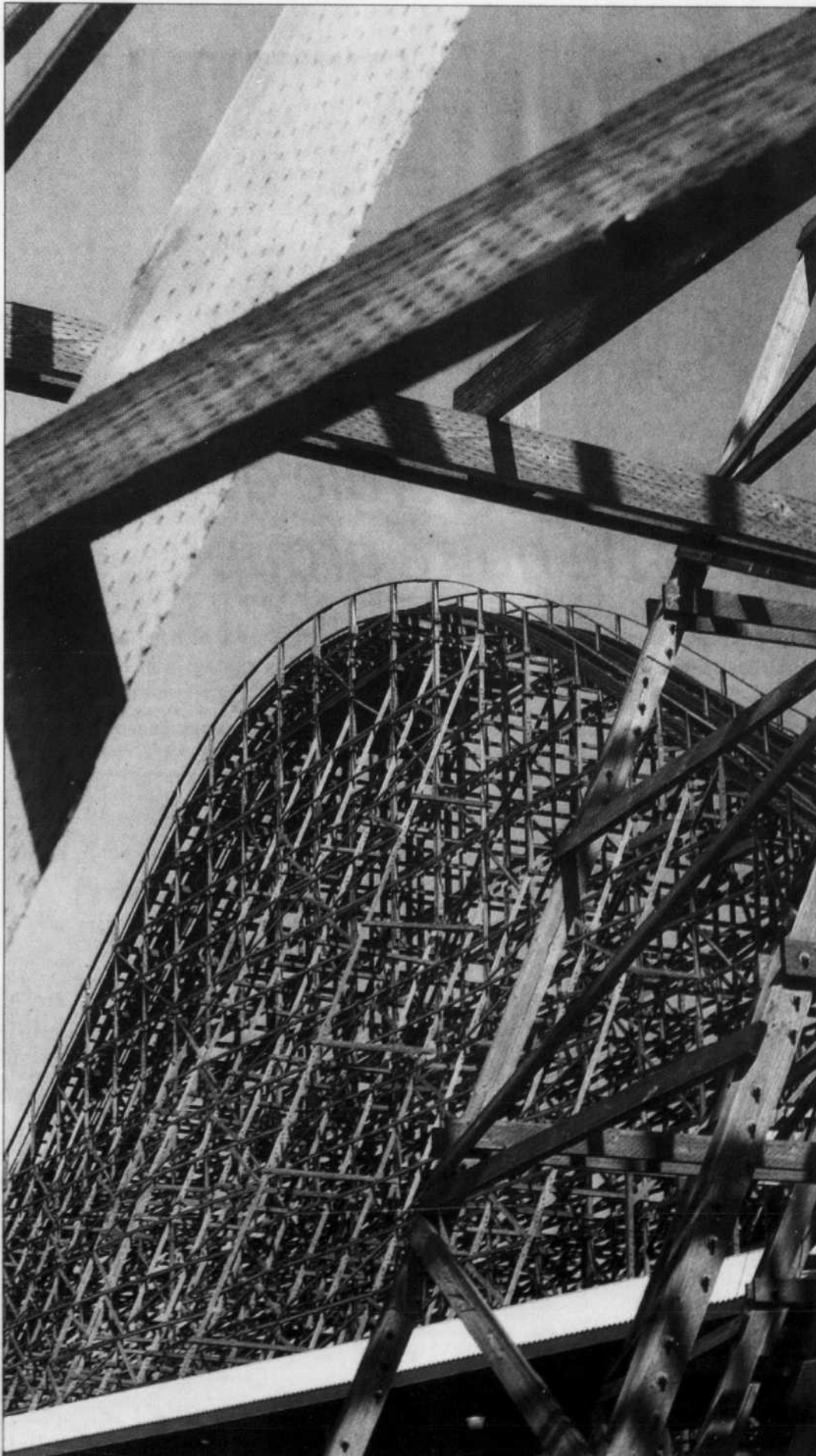
enquêteurs n'ont procédé à aucune corroboration externe afin de vérifier l'exactitude, le bien-fondé et la véracité des informations y contenues». Qui plus est, «en février 2005, soit quatre mois après le début de l'enquête, la Sûreté du Québec a transmis par télécopieur une communication

VOIR PAGE C 3: NORBOURG

La Ronde se remet en question

Le parc d'attractions pourrait prolonger sa saison jusqu'en novembre

FRANÇOIS DESJARDINS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Le président de la chaîne Six Flags, Mark Shapiro, a estimé qu'il fallait à tout prix ajouter une nouvelle dimension à La Ronde. «Je crois qu'il y a un moyen de prolonger la saison jusqu'en novembre et faire de La Ronde une sorte de pays des merveilles hivernal.»

De passage à Montréal, le tout nouveau président de la chaîne Six Flags a profité hier d'un premier contact avec les employés de La Ronde pour affirmer que le parc doit revoir ses priorités et qu'il pourrait prolonger sa saison jusqu'en novembre afin d'attirer davantage de visiteurs.

Debout devant une grande baie vitrée avec vue enneigée sur le fleuve, Mark Shapiro, en poste depuis une quarantaine de jours, s'est demandé pourquoi l'achalandage à La Ronde est essentiellement le même (1,2 million de visites) depuis que la compagnie américaine en a fait l'acquisition auprès de la Ville de Montréal en 2001. Réponse: beaucoup de manèges et pas assez de variété.

«Je pense qu'en nous adressant seulement aux adolescents, on aliène les familles. Un meilleur équilibre de manèges et de divertissement amènerait les deux», a tranché M. Shapiro, un jeune loup de 35 ans venu de la chaîne de télé sportive ESPN.

Si M. Shapiro est critique de la précédente direction de Six Flags, c'est parce qu'il fait partie des alliés d'un important actionnaire de la compagnie, Daniel Snyder, qui en détient environ 12 %. Ce dernier, propriétaire de l'équipe de football les Redskins de Washington, voulait acheter l'entreprise. Au terme d'une longue bataille en 2005, il a réussi à faire évincer l'ancien p.d.g. et quelques membres du conseil d'administration. Entretemps, l'entreprise a été mise en vente mais aucune offre n'est venue, même pas de M. Snyder, qui est cependant devenu président du conseil.

Six Flags, qui compte aussi Bill Gates parmi ses actionnaires à hauteur de quelque 11 %, exploite 40 parcs d'amusement, dont un seul au Canada. Déficitaire depuis 2001, la compagnie traîne une dette d'environ 2,5 milliards \$US et cherche à se départir de certains actifs immobiliers pour réduire ce boulet. La compagnie a acheté La Ronde pour 20 millions \$US et loue les terrains auprès de la Ville de Montréal, ce qui coûte à l'entreprise 6,15 millions par année, y compris les taxes.

M. Shapiro a estimé qu'il fallait à tout prix ajouter une nouvelle dimension à La Ronde, fondée en 1967. «Je crois qu'il y a un moyen de prolonger la saison jusqu'en novembre et faire de La Ronde une sorte de pays des merveilles hivernal, avec des lumières, des événements, des festivités, une patinoire», a dit M. Shapiro. «J'aimerais voir ça aussi tôt que cette année, mais nous ne pouvons pas encore nous engager avec certitude.»

La Ronde, où travaillent 70 employés à temps plein, 1200 saisonniers et au moins 800 autres personnes chez les sous-traitants, n'est pas en péril, a déclaré M. Shapiro. «On a un bail [non résiliable] de 64 ans [jusqu'en 2065]. On est ici pour rester. [...] Il serait plus logique de vendre un parc qui ne va pas bien aux États-Unis. Ici, c'est notre seul, il va bien et il y a du potentiel. Croyez-moi, on a des parcs problématiques. Celui-ci n'en est pas un.»

L'ajout cette année d'un nouveau manège, le Goliath, coûtera près de 20 millions. «On a 10 parcs qui ne reçoivent rien cette année», a dit Mark Shapiro. «Et Montréal reçoit 20 millions, comme Los Angeles, Chicago et New Jersey, qui sont nos plus gros parcs avec trois millions de visiteurs. Je vois Wonderland à Toronto qui fait 3,5 millions de visites, même s'ils sont en vente. Je ne vois pas pourquoi on ne fait pas deux millions ici.»

Le p.d.g. de la compagnie veut également ajouter des personnages. Six Flags a une entente à long terme avec Looney Tunes, mais La Ronde n'a jamais voulu de Bugs Bunny. «La précédente direction croyait que ça serait trop américain. Les enfants trouveraient-ils ça offensant si on amenait Tweety Bird et Daffy Duck? Si oui, on ne le fera pas. [...] Si on le faisait, ça ne nous empêcherait pas d'ajouter des éléments plus régionaux.»

La Ronde n'est pas seule dans le divertissement, surtout qu'un important projet de parc aquatique sera bientôt construit à l'aéroport de Mirabel. «Ça ne nous inquiète pas, on voit ça comme étant spéculatif pour l'instant», a dit le porte-parole Pierre Tessier.

Le Devoir

• ÉCONOMIE •

UE: Bruxelles espère une reprise économique

DAVID ESNAULT

Bruxelles — La Commission européenne a confirmé hier son espoir d'une reprise de la croissance économique en Europe en 2006, après une année 2005 décevante, mais les économistes ne partagent que partiellement cet optimisme.

Bruxelles a en effet légèrement augmenté le haut de sa fourchette de prévision de croissance pour le premier trimestre 2006, entre 0,4 % et 0,9 %, anticipant donc une accélération par rapport au chiffre décaissant de +0,3 % du dernier trimestre 2005. Pour les deuxième et troisième trimestre 2006, la Commission a donné la même fourchette de 0,4 % à 0,9 %, dans la lignée de ses précédentes estimations.

Sur l'ensemble de l'année, l'exécutif européen espère une progression d'au moins 1,9 % du produit intérieur brut (PIB) pour la zone euro — qui représente les trois quarts de celui de l'Union européenne —, à comparer à une hausse de seulement 1,3 % en 2005. Le commissaire européen aux Affaires économiques Joaquín Almunia a même affirmé ces dernières semaines que l'activité économique en Europe se rapprochait de sa croissance «potentielle», qu'il évalue à 2 %, voire 2,2 % par an.

L'optimisme de Bruxelles n'apparaît pas infondé au regard des enquêtes de conjoncture publiées cette semaine. Ainsi, l'activité dans le secteur des services, qui représente la majeure partie de l'économie européenne, a atteint en février son plus haut niveau



FRANÇOIS LENOIR REUTERS

Le commissaire européen aux Affaires économiques Joaquín Almunia

depuis cinq ans dans la zone euro, selon l'indice PMI, une enquête auprès des directeurs d'achat très suivie par les économistes.

L'activité dans le secteur manufacturier, elle, est à son plus haut niveau depuis un an et demi, selon la même enquête.

L'indice de confiance économique et le climat des affaires dans la zone euro, deux enquêtes de conjoncture menées par les services de la Commission auprès des entreprises et des consommateurs, ont également donné mardi des résultats encourageants.

Autre nouvelle de bon augure, les investissements,

en principe gage de croissance future, ont résisté au quatrième trimestre 2005 (+0,8 %, après +1,1 % au troisième). Enfin la Banque centrale européenne (BCE) a elle aussi relevé ses prévisions de croissance de la zone euro jeudi, misant désormais sur 2,1 % (contre 1,9 % auparavant) pour 2006.

Certains économistes ne partagent cependant pas entièrement cet optimisme officiel. «Certes, les enquêtes de conjoncture sont favorables, mais encore faut-il qu'elles se traduisent dans la réalité», note Phyllis Papadavid, de la banque d'investissements Lehman Brothers. «Pour le premier trimestre 2006, nous pensons que la croissance de la zone euro se situera dans le bas de la fourchette de la Commission, probablement même en dessous», ajoute-t-elle.

Mais la mauvaise nouvelle est surtout venue hier du chiffre de la consommation des ménages, en baisse de 0,2 % au quatrième trimestre 2005 dans la zone euro. «La nouvelle baisse de la consommation des ménages est décevante et met en lumière l'un des principaux points faibles de la croissance», juge Laure Maillard, de la banque d'investissements Ixis-CIB.

La stagnation du chômage à un niveau élevé — 8,3 % en janvier, selon le chiffre d'Eurostat de mercredi — empêche une reprise franche de la consommation, estiment de nombreux économistes. D'autant que le chômage est plus élevé encore dans les deux principales économies de la zone euro, l'Allemagne (à 9,1 %) et la France (à 9,2 %).

Patrick Artus, directeur des études économiques d'Ixis-CIB, estime lui que les gouvernements et les institutions internationales négligent les «nombreux risques qui pèsent sur la croissance européenne», notamment le virage vers des «politiques budgétaires restrictives» et «l'épuisement progressif du modèle de croissance tiré par l'endettement des ménages» et la flambée des prix de l'immobilier.

Hausse de 0,3 %

Selon la dernière lecture, au cours du quatrième trimestre 2005, le PIB de la zone euro et celui de l'Union européenne à 25 ont augmenté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, selon les premières estimations publiées hier par Eurostat, l'office statistique européen. Au troisième trimestre 2005, les taux avaient été de +0,7 % dans les deux zones, rappelle Eurostat dans un communiqué.

En comparaison avec le quatrième trimestre 2004, le PIB de la zone euro a enregistré une croissance de 1,7 % et celui de l'UE25 de 1,8 %, contre respectivement +1,6 % et +1,8 % au trimestre précédent.

Aux États-Unis, le PIB a enregistré une croissance de 0,4 % au quatrième trimestre 2005, après +1 % au troisième trimestre. Au Japon, le PIB a progressé de 1,4 % au quatrième trimestre 2005, après +0,3 % au trimestre précédent.

Agence France-Presse et Associated Press

Le pétrole se stabilise

Londres — Les prix du pétrole se sont stabilisés hier avant la tenue de deux réunions cruciales la semaine prochaine à Vienne qui, selon le marché, ont plus de chances de faire monter les cours que de les faire reculer.

A New York, le baril de light sweet crude pour livraison en avril progressait de 4 ¢ à 63,40 \$US vers la fin de la séance. A Londres, sur l'IntercontinentalExchange (ICE), le baril de Brent de la mer du Nord perdait 6 ¢ à 64,01 \$US sur l'échéance d'avril.

Après avoir baissé lundi, les cours ont progressé le reste de la semaine. Ils montraient toutefois des signes de faiblesse hier soir en raison de prises de bénéfices.

«Les craintes de nouvelles perturbations éventuelles de la production au Nigeria et une sensibilité accrue aux ambitions nucléaires de l'Iran avant la réunion de l'AIEA de lundi soutiennent les prix», a estimé Kevin Norrish, analyste à la banque Barclays. Pour leur part, les analystes de la maison de courtage Sucden ont expliqué que les investisseurs reportaient leur attention «sur deux réunions clés la semaine prochaine, qui pourraient avoir des implications majeures pour le marché pétrolier».

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit tenir lundi une réunion cruciale qui pourrait recommander au Conseil de sécurité de l'ONU des mesures contre Téhéran. L'Iran, quatrième producteur mondial et membre influent de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), est soupçonné par les Occidentaux de vouloir se doter de la bombe atomique, ce qu'il dément.

Les entretiens de dernière heure vhière entre l'Iran et les Européens (France, Allemagne, Royaume-Uni) se sont finis dans la confusion. L'Iran parlait d'un «accord total» avec la Russie, tandis que les Européens assuraient qu'ils n'étaient parvenus à aucun accord avec Téhéran, ce qui risque de mener à un durcissement de la position des Occidentaux dès lundi à l'AIEA.

«Même si l'Iran assure le contraire, il y a de bonnes chances qu'il interrompe ses exportations de pétrole en cas de sanctions à son encontre», ont jugé les analystes de Sucden. Le marché doute en effet d'une issue diplomatique à la crise iranienne, et cela accroît ses craintes de possibles perturbations de la production.

Au Nigeria, la multiplication des attaques par des militants séparatistes a déjà amputé de 20 % la production du pays et ceux-ci ont juré de frapper à nouveau.

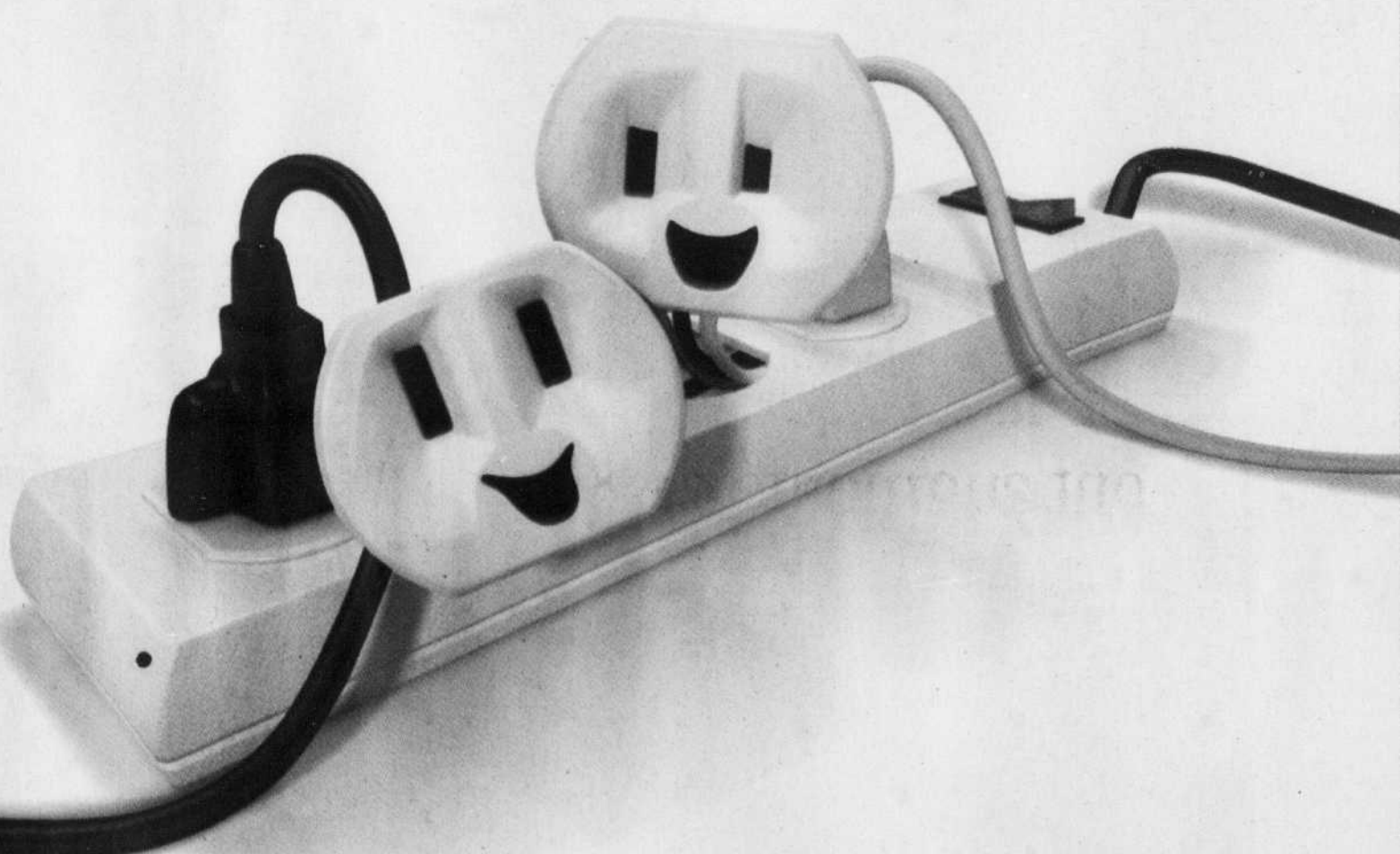
Ces inquiétudes se reflètent dans la courbe des prix du brut, les contrats plus éloignés (mai, juin, juillet) étant tous bien plus élevés que les contrats actuels.

Autre événement rendant le marché nerveux, la réunion de l'OPEP prévue mercredi à Vienne. En raison du haut niveau des prix, la plupart des analystes tablent sur un maintien des quotas de production à 28 millions de barils par jour (mbj), mais des différends existent sur ce point au sein du cartel.

Le ministre vénézuélien de l'Énergie, Rafael Ramírez, a ainsi appelé jeudi l'OPEP à réduire sa production en prévision d'une chute de la demande au deuxième trimestre, découlant de la fin de l'hiver dans l'hémisphère nord. Il recommande une réduction pouvant aller jusqu'à 1 mbj. «Certains suggèrent qu'une réduction de la production devrait être décidée à cause de l'abondance de l'offre, mais selon nous, la production demeurera inchangée étant donné que les prix sont bien au-dessus de 60 \$US le baril et que les risques de perturbation de l'offre sont nombreux», ont conclu les analystes de Sucden.

Agence France-Presse

MIEUX CONSOMMER



Il y a une belle énergie qui se dégage de notre groupe

En acceptant de participer au programme Mieux consommer d'Hydro-Québec, les fabricants, les détaillants et les associations professionnelles permettent à toute la population québécoise de bénéficier des avantages de l'économie d'énergie.

Chacun de nos partenaires contribue à sa façon à rendre l'information et les produits économes d'énergie plus facilement accessibles. Hydro-Québec est heureuse de compter sur leur collaboration.

L'efficacité énergétique, c'est un geste collectif.



Hydro Québec

ÉCONOMIE



FONDS D'INVESTISSEMENT



Michel Marcoux

Trois billets garantis

Si l'on se fie au nombre de nouvelles émissions, les billets garantis constituent des produits financiers de plus en plus populaires. Couverts par une protection du capital à l'échéance, ces produits sont toutefois loin de constituer une panacée dans le domaine du placement. En fait, l'avantage de la garantie à l'échéance se paye souvent par des frais de gestion plus élevés ainsi que par des frais qui s'appliquent si l'investisseur décide de retirer ses billes avant l'échéance prévue.

Les billets diffèrent d'un émetteur à l'autre. Certains sont basés sur un portefeuille de fonds, d'autres sur des titres, et on en trouve en formule mixte. Les billets peuvent également faire appel à différents indices boursiers ou même être composés de placements alternatifs comme des contrats à terme. L'imagination des créateurs de ces billets ne semble pas avoir de limite...

Est-ce que les billets s'adressent à tous comme le laissent croire certaines publicités des promoteurs? Certainement pas. Je crois cependant que ces produits peuvent répondre aux attentes de différents investisseurs. Je pense surtout aux adeptes des certificats de placement garantis (CPG). En effet, ce type d'investisseurs peut y trouver une solution intéressante parce que le potentiel de rendement est plus élevé que pour un simple CPG.

De plus, les billets permettent d'accéder de façon simple à une plus grande diversification.

Les billets permettent d'accéder de façon simple à une plus grande diversification

Billets Smart

Depuis le 16 février, la Banque Nationale offre la 3^e série du billet Smart. Il s'agit d'un billet d'une durée de sept ans dont le capital est protégé à 100 % à l'échéance par la Banque Nationale.

En résumé, le billet Smart investit dans trois portefeuilles: conservateur, équilibré et croissance. Ces trois portefeuilles sont composés de différents indices représentant le secteur des actions, des obligations, des marchandises ainsi que des devises. La pondération des différents indices varie selon les profils de risque. À l'échéance, le billet donnera tout simplement le rendement du portefeuille le plus performant.

Un marché secondaire permettra la revente des billets. La vente de cette série prend fin le 28 mars, et la souscription minimale est de 2000 \$.

Billets Dynamique

La famille de fonds Dynamique roule également avec la vague en offrant les billets de dépôt PRINCIPALPLUS Dynamique. Encore une fois, la souscription minimale est de 2000 \$.

Le billet est composé d'un éventail de six fonds Dynamique couvrant les secteurs des actions canadiennes et américaines, des obligations canadiennes, des fiducies de revenu ainsi que des actions américaines. Ces fonds sont tous gérés par l'équipe de gestion connue Goodman & Company. Le rééquilibrage se fera à la date d'anniversaire du fonds.

L'originalité du produit tient au fait que l'investisseur peut choisir entre trois options du billet, question d'adapter celui-ci aux besoins de l'investisseur. Ces trois options sont désignées sous les trois appellations suivantes: catégorie de rendement, catégorie RDC et catégorie de rendement total.

La catégorie de rendement est définie comme convenant à ceux qui recherchent «la croissance modérée» tandis que la catégorie RDC vise à «procureur des revenus réguliers qui sont avantageux du point de vue fiscal». Les billets appartenant à ces deux catégories verseront chaque mois un montant équivalent à 75 % des distributions des six fonds sous-jacents. À titre indicatif, le niveau de distribution des six fonds en question s'établit à 6,5 % actuellement, mais ce taux est appelé à varier dans le temps. Quant à la catégorie de rendement total, elle s'adresse aux investisseurs qui veulent «maximiser la croissance tout en gérant le risque». Pour ce billet, la totalité des distributions du fonds est réinvestie sans qu'il y ait de répercussions fiscales.

Les gestionnaires pourraient avoir recours au levier financier dans une proportion maximale de 2:1 afin d'améliorer leurs rendements quand ils estimeront que le marché sera propice.

Les billets viennent à échéance le 23 mars 2015 et sont protégés par la Banque de Montréal. On mentionne que les frais ne dépasseront pas 2,75 % par année.

Billets BluMont

La famille de fonds BluMont offre jusqu'au 22 mars 2006 le BluMont MAN IP 220 série 3. Le billet permet d'accéder à des placements non traditionnels en investissant dans le secteur des contrats à terme gérés ainsi que dans les fonds de couverture.

De plus, le produit sur lequel est basé le billet, le IP 220, montre un historique tout à fait intéressant. Du 18 décembre 1996 au 31 octobre 2005, le rendement généré s'est établi à 16,3 %, comparativement à 8,1 % pour le S&P/TSX. La grande force de ce produit repose sur le fait qu'il n'est pas corrélié au marché boursier. Depuis 1996, pendant les 41 mois négatifs qu'a connus le S&P/TSX, le IP 220 a obtenu un rendement moyen mensuel positif de 1,2 %.

Ce billet offert par BluMont viendra à l'échéance en novembre 2009. L'investissement minimum est de 5000 \$.

Dernier élément important à noter: les investisseurs doivent être conscients du fait que ces trois billets sont conçus pour du long terme. En effet, l'imposition de frais dégressifs à la sortie peut faire très mal à celui qui veut les vendre avant l'échéance.

question@avantages.com

L'auteur est conseiller en placement et président d'Avantages Services financiers, une société indépendante spécialisée dans le courtage de fonds communs de placement et dans la gestion privée.

La Royale inscrit des profits records
La banque veut pouvoir vendre de l'assurance dans ses succursales

Toronto — La Banque Royale majore son dividende trimestriel et procède à un fractionnement de ses actions sur une base de deux pour une, après avoir enregistré des profits records de 1,17 milliard pour le premier trimestre.

La plus grande banque canadienne a également profité de son assemblée annuelle des actionnaires, hier à Toronto, pour exprimer son désir de vendre de l'assurance dans ses succursales.

Le bénéfice de 1,78 \$ par action pour le trimestre échu le 1^{er} janvier se compare à des profits de 979 millions ou 1,50 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette performance surpasse largement les attentes des analystes, qui prévoyaient en moyenne un bénéfice par action de 1,61 \$, en excluant les éléments exceptionnels.

Le cours de l'action de la Royale a d'ailleurs clôturé hier en hausse de 3,07 \$ ou plus de 3 % à la Bourse de Toronto, à 97,97 \$.

Les résultats trimestriels de la Royale demeurent néanmoins inférieurs aux objectifs ambitieux que la banque s'était elle-même fixés pour l'exercice. Ainsi, la hausse de 19 % du bénéfice par action est en deçà de l'objectif de 20 %, alors que la croissance de 4 % des revenus (à près de 5 milliards) demeure inférieure à la cible fixée par la Royale de 6 à 8 %.

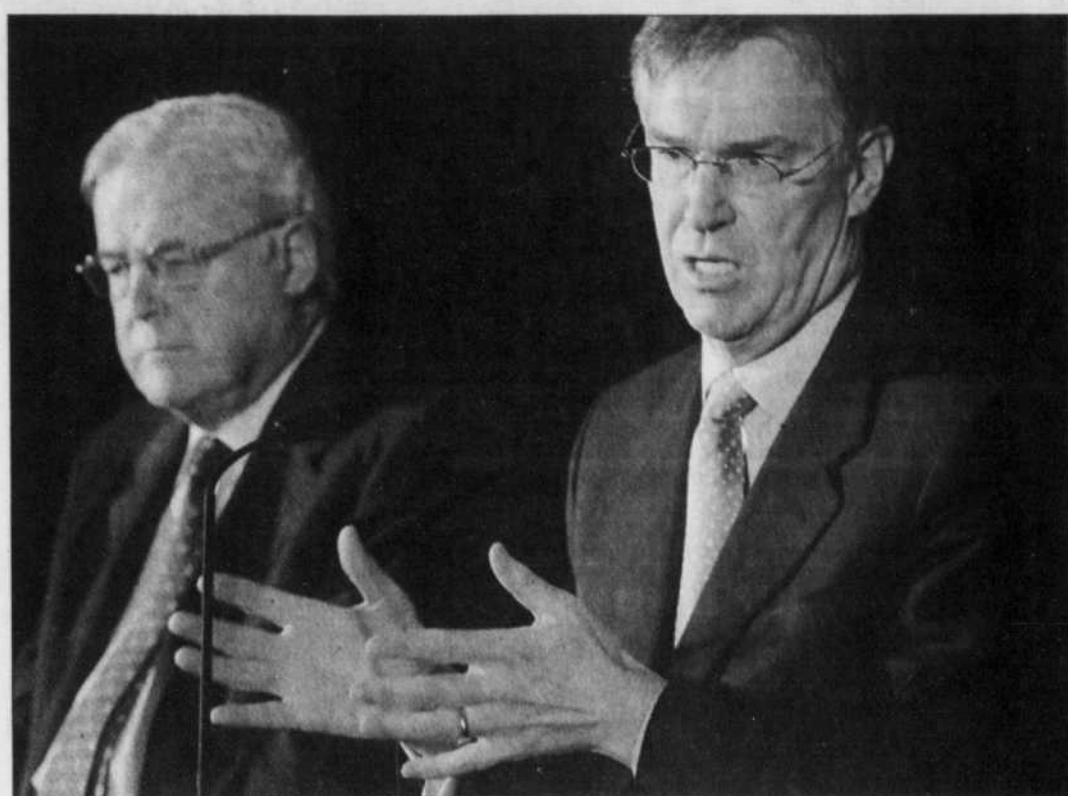
«Nous continuons de nous sentir à l'aise avec ces objectifs et il nous reste encore trois trimestres pour réaliser nos engagements», a déclaré Barbara Stymiest, chef de l'exploitation de la Royale, à l'issue de l'assemblée des actionnaires.

La banque a précisé que la hausse des revenus est attribuable, principalement, à la forte croissance des volumes d'activités bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance. Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 60 millions des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 23,9 %, comparativement à 21,6 % un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, au premier trimestre, s'est établie à 47 millions, en baisse par rapport aux 108 millions de la période correspondante de l'exercice précédent.

Lors de l'assemblée, le chef de la direction, Gordon Nixon, a déclaré que «le Canada est le seul pays développé au monde qui empêche les consommateurs et les propriétaires de petites entreprises d'acheter des produits d'assurance, ou même d'obtenir de l'information sur l'assurance, dans leur succursale bancaire».



MIKE CASSESE REUTERS

Selon Gordon Nixon (à droite), le chef de la direction de la Banque Royale, «le Canada est le seul pays développé au monde qui empêche les consommateurs et les propriétaires de petites entreprises d'acheter des produits d'assurance, ou même d'obtenir de l'information sur l'assurance, dans leur succursale bancaire». Avec lui sur la photo, le président de la Royale, Pat O'Brien.

tion sur l'assurance, dans leur succursale bancaire».

«Toute l'absurdité de cette situation est mise en évidence par le fait que des détaillants tels que Loblaw et Costco peuvent offrir ces services financiers», a ajouté M. Nixon. Selon le p.d.g., il est particulièrement opportun de soulever cette question au moment où le gouvernement fédéral s'apprête à rendre public un livre blanc en vue d'une révision de la loi fédérale sur les banques, ce qui ne se produit qu'à tous les cinq ans. «Le gouvernement devrait appuyer et défendre ses principales industries par le biais de bonnes politiques, plutôt que de se soucier de considérations politiques», a dit M. Nixon, en

soulignant que les six grandes banques canadiennes versent au total environ 8 milliards en taxes et impôts chaque année.

D'autre part, la Banque Royale a haussé son dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 8 ¢ par action, ou 12,5 %, pour le porter à 72 ¢. Le conseil d'administration a également déclaré un dividende en actions, soulignant que cette mesure a le même effet qu'un fractionnement des actions ordinaires à raison de deux pour une.

Presse canadienne

Les profits et les revenus de la Banque Scotia ont augmenté de 8 %

Winnipeg — L'échec de la Banque Scotia en Argentine constitue un épisode «tragique» de son histoire, mais il ne dissuadera pas la deuxième plus grande banque canadienne de réaliser d'autres acquisitions au Mexique, dans les Antilles ou en Amérique latine, selon ce qu'a déclaré hier son chef de la direction.

S'exprimant dans le cadre de l'assemblée annuelle des actionnaires, Rick Waugh a toutefois affirmé qu'il est hors de question que la Scotia s'implante de nouveau en Argentine, où la banque est toujours engagée dans une bataille juridique avec le gouvernement dans le but de récupérer plus de 600 millions \$US engloutis dans l'effondrement de son ancienne filiale Scotiabank Quilmes.

La haute direction de la Scotia continue néanmoins de considérer l'Amérique latine — et tout particulièrement l'Amérique centrale — comme une région offrant de belles perspectives de croissance dans le secteur bancaire.

«Aussi tragique que fut [l'épisode en] Argentine, cela n'a jamais compromis l'avenir de cette banque», a dit M. Waugh. «Nous sommes résolus à demeurer [dans cette région], mais nous devons tenir compte des risques politiques. L'Argentine, malheureusement, fut une complète anomalie et c'est en

demeurant dans ces pays que nous pouvons faire face aux risques politiques», a-t-il ajouté.

Plus tard lors d'un point de presse, M. Waugh a précisé aux journalistes que la Scotia entend désormais se limiter, en vue de nouvelles acquisitions, aux pays où elle est déjà présente. En décembre dernier, la banque a d'ailleurs conclu une entente d'une valeur de 390 millions pour une participation de 80 % dans la troisième plus importante banque au Pérou. Au total, la Scotia est présente dans plus de 40 pays en Amérique latine, dans les Antilles et en Asie, ce qui en fait la plus internationale des grandes banques canadiennes.

La Scotia a fait part hier d'une hausse de 8 % de ses profits et de ses revenus pour le premier trimestre terminé le 31 janvier dernier. Le bénéfice net de la banque s'est établi à 852 millions ou 84 ¢ par action, par rapport à 788 millions ou 77 ¢ par action un an plus tôt. Durant le trimestre, le revenu total s'est établi à 2,83 milliards, comparativement à 2,61 milliards au premier trimestre de l'exercice précédent.

Le rendement des capitaux propres a été de 21,6 %, en regard d'une performance de 21 % un an plus tôt.

Presse canadienne

BlackBerry: NTP et RIM s'entendent

Washington — Les sociétés Research In Motion (RIM) et NTP ont annoncé en fin d'après-midi, hier, un règlement entourant les brevets défendus par NTP relativement au populaire système de messagerie électronique sans fil BlackBerry.

RIM s'est engagée à verser un montant de 612,5 millions \$US pour avoir le droit d'utiliser la technologie que NTP affirmait détenir exclusivement par brevets.

L'entente permet de mettre fin au processus juridique dans lequel s'étaient engagées les deux parties, a indiqué RIM. Le montant annoncé finalement par Research In Motion est supérieur aux 450 millions d'abord offerts à NTP pour régler le conflit, mais cette entente s'était finalement soldée par un échec. Les observateurs estiment que RIM n'aura aucune difficulté à réunir cet argent.

L'entente signifie que les quelque trois millions d'utilisateurs de BlackBerry aux États-Unis, dont un million d'employés gouvernementaux, pourront continuer à s'échanger des courriels sans crainte d'un arrêt du service.

La semaine dernière, un juge de la Virginie avait refusé de trancher dans ce dossier. Le juge James Spencer avait alors ajourné la cause sans émettre l'injonction demandée par NTP qui aurait pu



FRED GREAVES REUTERS

L'entente entre NTP et RIM signifie que les quelque trois millions d'utilisateurs de BlackBerry aux États-Unis pourront continuer à s'échanger des courriels sans crainte d'un arrêt du service.

mener éventuellement à une interruption du service de messagerie sans fil.

Outre l'injonction, NTP exigeait 126 millions en dommages du fabricant du BlackBerry.

Presse canadienne

NORBOURG

SUITE DE LA PAGE C 1

importante provenant du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et concernant les activités du Groupe Norbourg [...]. Cette communication écrite, malgré sa grande importance, n'a pas été traitée par l'AMF».

L'AMF interviendra finalement le 25 août 2005, une série de perquisitions ayant été accompagnées de l'arrêt des activités et du blocage des éléments d'actif.

La liste de dénonciations s'allonge. En conséquence, si la requête est autorisée, le requérant tentera de convaincre la cour que «cette intimée a failli, à la lumière des allégations qui lui sont reprochées, à son obligation d'assurer la protection des intérêts des membres du groupe. Les fautes de cette intimée ont causé un dommage direct aux membres du groupe. Cette intimée est conjointement et solidairement responsable avec les intimées de la totalité des dommages subis par l'ensemble des membres du groupe», soutient-on.

Fonds d'indemnisation

Si l'inscription de l'AMF dans la liste des intimées constitue la pièce maîtresse de cette requête amendée, dont la version originale a été déposée le 26 août dernier, d'autres modifications apportées visent à mettre en relief le rôle des parties intimées, qui agissaient pour la plupart à titre de conseillers. C'est le cas

de Vincent Lacroix qui, en plus d'être dirigeant, était représentant en épargne collective. «Lacroix, à travers Norbourg Gestion d'actifs qu'il contrôlait, agissait à titre de dirigeant responsable et représentant de plein exercice de cette dernière», souligne-t-on.

De plus, d'avril 2003 à août 2004, Norbourg a procédé à au moins huit transactions, pour un coût combiné de 30 millions, portant essentiellement sur l'acquisition de firmes de conseillers de plein exercice ou de représentants en épargne collective. L'actif sous gestion ainsi acquis a, dans une large part, transité dans les Fonds Norbourg pour ensuite être détourné, le tout à l'insu des clients. Il n'a pas été expliqué «à ses clients membres du groupe la portée de ces transactions sur la gestion et la sécurité de leurs [...] investissements lors du transfert de leurs actifs au Groupe Norbourg», peut-on lire dans la requête.

Cette distinction est importante car si ce statut de conseiller est reconnu, il pourrait ouvrir la porte au fonds d'indemnisation. Ce fonds vise à protéger les investisseurs contre la fraude et la malversation des représentants, contre les manœuvres dolosives des conseillers (et non des gestionnaires de portefeuille) perpétrées, ici, dans le cadre de la distribution des fonds en litige.

Le Devoir

Cours par correspondance en ligne sur

COMMENT BÂTIR SON PORTEFEUILLE SOI-MÊME

Avec l'aide constante du prof



Claude Chiasson, Chroniqueur financier, analyste financier et investisseur privé

"Une source d'information de qualité et 100 % objective"

Comprend :

- Le suivi des 50 meilleures firmes pour investir en 2006
- Un guide d'apprentissage
- Un manuel de classe de 279 pages
- Un abonnement d'un an à la classe Internet Pro-Placement

Vous apprendrez à :

- Construire votre portefeuille sur des bases solides
- Identifier les bons placements et à les accumuler au bon prix
- Encaisser des revenus de placement réguliers et croissants
- Maîtriser votre véritable univers de placement
- Éliminer les intermédiaires trop coûteux entre vous et vos placements

CESSEZ D'ÉPARGNER POUR LES AUTRES ; ÉPARGNEZ POUR VOUS EN INVESTISSANT MIEUX AVEC LA CLASSE INTERNET PRO-PLACEMENT

Prix : 224 \$ (plus taxes)

Pour vous inscrire, allez au www.proplacement.qc.ca, appuyez sur Devenir membre, puis sur Inscrivez-vous dès aujourd'hui et, enfin, complétez le formulaire tel qu'indiqué. Branchement Internet requis

LE DEVOIR

placement

TORONTO

tes, transigs, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne, p ou o= actions assujetties à des règlements spéciaux; pr= actions privilégiées; r= actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; u= unité de capital-action; v= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

LES COTES

TORONTO

TSX

11 978,68

DOLLAR

1\$ canadien

88,11 ¢ us

+71.77

-0.28

NEW YORK

Dow Jones

11 021,59

OR

à New York

566,00 \$ us

-3.92

-2.20

LES DEVISES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Afrique du Sud (rand)	0.1938	Israël (shekel)	0.2491
Arabie saoudite (riyal)	0.3149	Jamaïque (dollar)	0.0192
Argentine (peso)	0.37967	Japon (yen)	0.009753
Australie (dollar)	0.8752	Liban (livre)	0.000778
Bahamas (dollar)	1.1531	Malaisie (ringgit)	0.3240
Barbade (dollar)	0.5929	Maroc (dirham)	0.1284
Bermudes (dollar)	1.1531	Mexique (peso)	0.1160
Bresil (real)	0.5538	Nouvelle-Zélande (dollar)	0.7858
Carabbes (dollar)	0.4469	Pérou (sol)	0.3493
Chili (peso)	0.00224	Philippines (peso)	0.0229
Chine (renminbi)	0.1464	Russie (rouble)	0.0493
Colombie (peso)	0.000518	Rép. dominicaine (peso)	0.0361
Corée (won)	0.001204	Rép. tchèque (couronne)	0.0493
Egypte (livre)	0.2039	Royaume-Uni (livre)	1.9912
Etats-Unis (dollar)	1.1350	Suisse (franc)	0.0418
Europe (euro)	1.3663	Singapour (dollar)	0.7185
Haiti (gourde)	0.0279	Suède (couronne)	0.1492
Hong Kong (dollar)	0.1510	Suisse (franc)	0.9899
Hongrie (forint)	0.00553	Taiwan (dollar)	0.0361
Inde (roupie)	0.0271	Thaïlande (baht)	0.0301
Indonésie (roupie)	0.000127	Tunisie (dinar)	0.8649
		Venezuela (bolivar)	0.00054

COUP D'ŒIL

Indice Composé du TSX (X-SPTT TSE)

250 Jours

M Avr Mai Jun Jul Aoû Sep Oct Nov Déc Jan Fév 3 Mar 11978.68

La Bourse de Toronto

Standard & Poors TSX	160548	11978.68	+71.77	0.6
Canadian Smallcap	62903	727.40	+1.95	0.3
Canadian MidCap	19883	812.79	+1.77	0.2
60 Index	77761	676.50	+4.87	0.7
60 Capped Index	77761	748.07	+5.38	0.7
Cdn Consumer Discretionary	10201	108.17	+0.17	0.2
Cdn Consumer Staples	3405	190.22	+0.17	0.1
Cdn Div Metals & Mining	10520	452.29	+2.70	0.6
Cdn Energy	30056	344.37	+2.81	0.8
Cdn Financials	21336	196.88	+1.67	0.9
Cdn Gold	30037	280.83	-0.31	-0.1
Cdn Health Care	2295	56.81	+0.25	0.4
Cdn IT	17837	28.57	+0.22	0.8
Cdn Industrials	9585	94.65	-0.28	-0.3
Cdn Materials	54312	211.40	+0.62	0.3
Cdn Real estate	2592	205.68	+0.17	0.1
Cdn Telecomm Services	3585	77.11	+0.38	0.5
Cdn Utilities	1774	201.21	+0.60	0.3

Canadian Venture

S&P CDNX	100684	2651.23	+39.36	1.5
----------	--------	---------	--------	-----

Le Marché Américain

30 Industriels	365749	11021.59	-3.92	-0.0
20 Transports	20765	4509.29	+27.24	0.6
15 Services publics	21521	411.88	+0.22	0.1
65 Dow Jones Composé	407465	3788.14	+7.60	0.2
Composite NYSE	*	8119.91	-6.62	-0.1
Indice AMEX	*	1897.46	+10.19	0.5
S&P 500	*	1287.23	-1.91	-0.1
NASDAQ	*	2302.60	-8.51	-0.4

Les plus actifs de Toronto

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
STELCO INC A	26968	0.06	0.03	0.04	+0.01	33.3
NORTEL NETWORKS	13963	3.67	3.47	3.66	+0.15	4.3
OPAWICA EXPLO	12467	0.19	0.12	0.19	+0.06	46.2
BEMA GOLD CP	7094	5.29	5.09	5.26	+0.11	2.1
EUROZINC MNG CP	6994	1.84	1.79	1.84	+0.04	2.2
CINRAM INTL	5896	29.61	27.00	29.50	-0.60	-2.0
ENCIRO MINERALS	5404	1.47	1.34	1.43	+0.15	11.7
YAMANA GOLD	4166	10.55	10.01	10.51	+0.22	2.1
ENCAN CP	4133	50.10	48.55	50.00	+1.05	2.1
BREAKWATER RES	3836	1.11	1.07	1.11	+0.01	0.9

Les plus actifs du Canadian Venture

Compagnies	Volume (000)	Haut (\$)	Bas (\$)	Ferm. (\$)	Var. (\$)	Var. (%)
STERLING RES	8799	1.75	1.50	1.75	+0.18	11.5
TRIBLING MINERALS	6954	0.40	0.36	0.39	-0.01	-2.5</

ÉCONOMIE

Les dividendes américains ou les revenus d'intérêt?



Claude Chiasson

Je possède des actions américaines du Groupe Altria (le plus important fabricant de cigarettes) et de Pfizer (la plus importante firme pharmaceutique). Les premières dans un compte REER et les secondes dans un compte hors REER. Je constate que les actions détenues hors REER sont sujettes à un impôt étranger alors que celles dans le compte REER ne le sont pas.

J'ai deux questions. Premièrement, comment sont traités fiscalement les dividendes dans un compte hors REER (la saison des impôts arrive)? Deuxièmement, est-il préférable de détenir des actions américaines dans un compte REER plutôt que hors REER?

Merci
D. P.

Investir aux États-Unis comporte sa part d'embûches pour un investisseur canadien. Le taux de change en est une. Ceux qui ont investi dans les actions de compagnies américaines depuis quatre ans n'ont pas fait grand-chose qui vaille. En effet, notre dollar s'est apprécié de près de 30 % par rapport au dollar américain durant cette période. Cela signifie qu'un titre américain qui se serait apprécié de 30 % depuis 2002 montre un rendement de 0 % une fois sa valeur transposée en dollars canadiens. Même dans le pétrole, un secteur pourtant très chaud depuis trois ans, l'action du géant américain Exxon Mobil a pratiquement marqué le pas, si on retranche de son appréciation celle de notre huard par rapport au dollar américain. Durant cette période, le cours de l'action de la filiale canadienne La compagnie pétrolière Impériale ltée (à qui appartiennent les stations-service Esso) a quadruplé.

La fiscalité, comme vous le constatez si bien dans votre lettre, est une autre embûche. Une embûche également de taille. Grâce aux ententes fiscales entre le Canada et les États-Unis, il n'y a pas de retenue à la source de 15 % sur les dividendes américains versés dans les régimes enregistrés tels que le REER. Par contre, en dehors de ces régimes, le gouvernement américain exige que soit retenu à la source un impôt de 15 % sur tout dividende versé par une compagnie américaine à un résident canadien. De surcroît, ce dividende de source américaine ne donne pas droit aux crédits d'impôt fort avantageux accordés aux dividendes de source canadienne. Évidemment, au moment de compléter sa déclaration de revenus, l'investisseur canadien pourra soustraire de ses impôts à payer la retenue de 15 % effectuée sur ces dividendes de source américaine. Cela revient donc à dire que les dividendes américains sont imposés aux mains de l'investisseur canadien à son taux marginal

d'impôt au même titre que ses revenus d'intérêt qui sont, avec le salaire, la forme de revenus la plus taxée. Voilà un autre désavantage de taille.

À ces désavantages s'ajoutent l'éloignement (il est plus difficile pour un investisseur canadien de suivre l'évolution des compagnies américaines) et les cours relativement plus élevés exigés pour les titres de grandes compagnies américaines.

Voilà autant de facteurs qui font en sorte que tout investisseur canadien doit aborder le placement aux États-Unis avec prudence. En fait, il devrait limiter ses placements à un maximum de 25 % de son portefeuille. Il devrait favoriser les compagnies œuvrant dans des secteurs inexistantes (ou offrant un choix restreint d'entreprises) au Canada, comme les produits de consommation et les produits pharmaceutiques. Les compagnies doivent également offrir un taux de dividende assez élevé, question de compenser pour la fiscalité moins avantageuse des dividendes de source américaine.

Enfin, oui, les actions des grandes compagnies américaines devraient en priorité être inscrites dans le REER, mais seulement après avoir fait la place désirée dans le portefeuille global aux titres à revenus fixes de grande qualité (qui ont préséance sur les actions pour ce qui est du REER).

Pâtes et papiers mieux que pétrole et gaz naturel?

Je lis régulièrement votre chronique dans Le Devoir depuis quelques années et tente de m'inspirer de vos judicieux conseils pour «gérer» mes placements, bien que je fasse encore affaire avec un courtier pour valider mes réflexions. Ma question est la suivante. Vous dites régulièrement qu'il faut savoir bien déterminer le moment pour acquérir des actions dans des grands secteurs d'activité économique, et ce, dans des entreprises qui sont des leaders incontestés de leur secteur. Au Québec et au Canada, le secteur des produits forestiers représente certainement un secteur d'activité économique majeur et les entreprises de ce domaine, pour toutes sortes de raisons conjoncturelles, vivent depuis un an au moins une période très creuse qui a ramené le prix de leurs actions à un niveau très bas. Est-ce qu'il s'agit là d'une occasion pour, par exemple, se procurer à bas prix des actions de Domtar ou d'Abitibi ou s'il faut plutôt s'abstenir, considérant toute l'incertitude qui règne dans ce marché? Et à l'autre bout du spectre des ressources naturelles, le marché pétrolier, qui est très haut: est-ce le temps d'embarquer dans ce train et de profiter d'une croissance qui devrait normalement se poursuivre, considérant la demande mondiale? Au fond, comment analysez-vous la situation actuelle dans ces deux secteurs économiques canadiens?

J'attendrais avec impatience votre réponse dans un prochain numéro de mon quotidien préféré.

Merci de votre attention,

D. L.

La Pocatière

En effet, les actions de plusieurs compagnies forestières s'échangent sous leur valeur comptable, parfois

à une fraction de celle-ci. Une conjonction de facteurs a provoqué cette débâcle: la montée rapide du huard par rapport au dollar canadien, une surcapacité de production (trop longtemps ce secteur a servi à nos gouvernements de tremplin à la création d'emplois en région sans trop de considération apportée au risque de surcapacité), une explosion des coûts d'énergie et les droits de redevance exigés par les Américains sur le bois d'œuvre. Certains de ces facteurs conjoncturels pourraient s'atténuer à moyen terme, ce qui devrait insuffler un peu de vie au secteur.

Mais le secteur forestier est également confronté à des problèmes structurels de taille. Le réseau Internet en est un, alors que ce nouveau mode de communication draine une part croissante des revenus publicitaires des médias traditionnels. L'énergie en est un autre. Certes, ce dernier facteur est cyclique et pourrait, à la suite d'une baisse sensible des prix, desserrer son étreinte sur l'exploitation de nos compagnies forestières. Mais il y a lieu de croire que les coûts énergétiques, même s'ils baissent, demeureront à des niveaux passablement plus élevés que ceux ayant prévalu à la fin des années 90. Nul doute, les compagnies forestières sont du mauvais côté de l'équation énergétique.

Conclusion: si vous désirez profiter de la débâcle des titres forestiers, le moment est opportun. Mais à mes yeux, ces entreprises ne constituent pas un placement stratégique à long terme. Le contexte est tel qu'elles pourront difficilement maintenir une politique de dividende dynamique favorisant leurs actionnaires. Si vous désirez investir dans ce secteur, tenez-vous en aux titres des compagnies les plus solides et limitez vos placements à moins de 8 % de la valeur de votre portefeuille.

Les seules firmes du secteur forestier évoluant dans un contexte plus favorable sont les fabricants de panneaux à lamelles orientées (OSB). Ces entreprises bénéficient de la montée régulière des dépenses de rénovation et, lorsque le cycle est favorable, des nouvelles mises en chantier. Certaines de ces entreprises montrent un haut niveau d'efficacité de leur exploitation en dépit de la montée des coûts énergétiques.

Par ailleurs, à cause de la mondialisation et de l'émergence des économies asiatiques, de l'Amérique du Sud et, éventuellement, de l'Europe de l'Est, pénurie il y a et il y aura en matière d'énergie. Et ce sera le cas tant et aussi longtemps que l'économie mondiale croîtra. Il est donc impérieux pour le petit investisseur de faire une place de choix aux titres des entreprises de ce secteur. Mais il doit le faire tout en prenant soin d'acquiescer les titres à des prix raisonnables.

Courriel: cchiasson@proplacement.qc.ca,

cchiasson@proplacement.qc.ca

Classe Internet:

<http://www.proplacement.qc.ca>,

www.proplacement.qc.ca



ÉCOLE

SUITE DE LA PAGE C 1

et venant d'endroits différents vise à créer un climat propice au brassage d'idées dans une perspective d'adhésion à «une vision Mouvement».

Cette campagne commencée il y a plus de deux ans s'appuie sur trois idées de base: le «savoir-être», ce qui inclut une connaissance des valeurs et de l'histoire de Desjardins; le «savoir-gouverner» qui implique la mobilisation des employés et dirigeants, la satisfaction des membres et la productivité; le «savoir-innover», c'est-à-dire trouver des réponses originales aux besoins des années à venir. Ces trois volets ont servi de point de départ à la préparation de trois programmes différents, qui sont présentés dans l'ordre lors de trois tournées des régions.

L'objectif visé est de faire participer à plus de 160 séances d'animation et de sensibilisation pour chaque programme 7600 dirigeants élus et 3000 gestionnaires

Pour chaque séance, il y a en plus de l'équipe qui dirige les travaux «un enseignant» qui vient faire part de ses réflexions. Ce peut être M. D'Amours lui-même, ou Bertrand Laferrière, président et chef de l'exploitation de la fédération. La semaine dernière, lors d'une de ces séances dans un hôtel de Boucherville, l'enseignante était Sylvie Saint-Pierre Babin, qui est dans le mouvement coopératif depuis son enfance, d'abord comme membre d'une caisse scolaire; elle a gravi tous les échelons dans le réseau des caisses pour devenir vice-présidente du Conseil des représentants de sa région, l'Outaouais, présidente du conseil de Desjardins Sécurité financière et l'une des trois femmes à faire partie du conseil d'administration de la fédération; elle est également directrice générale du Conseil canadien de la coopération.

Selon Mme Babin, ces séances qui ont des allures de retraite fermée servent non seulement à mieux faire connaître Desjardins, ses valeurs traditionnelles et ses objectifs actuels, mais ils permettent également de prendre un certain recul par rapport au travail quotidien. M. D'Amours fait d'ailleurs état d'un président de caisse qui, en participant à une séance, avait découvert un Mouvement Desjardins qu'il n'avait jamais connu.

Imaginez alors les nouveaux venus dans les caisses et les filiales qui savent peu de chose

sur Desjardins. À Toronto par exemple, où la discussion se fait en anglais, il arrive que des participants à qui on dit que le siège social de Desjardins est à Lévis demandent où est Lévis! À Boucherville, un employé de Desjardins Sécurité financière avait simplement qu'il ne connaissait pas cette réalité coopérative. Dans le passé, il faisait ce qu'il voulait dans sa compagnie d'assurance, y compris s'emparer des clients d'autres filiales de Desjardins. Désormais, s'il pose un tel geste, on ne lui paie aucune commission. Cela fait partie de la vision intégrée et de la complémentarité de toutes les composantes, ce qui exclut le cannibalisme.

Un autre participant, employé de Valeurs mobilières Desjardins, s'étonnait de la publicité «Ceci n'est pas une banque». Selon lui, avec une telle pub, un immigrant qui arrive ici et entend cela ne viendra jamais chez Desjardins, il ira dans une banque! M. D'Amours voit cela comme une réaction épidermique et rappelle que cette publicité vise à marquer la distinction coopérative. Il ajoute cependant que jamais une telle annonce ne sera présentée sur le marché ontarien.

Quoi qu'il en soit, ces séances donnent lieu à des discussions qui sortent des sentiers battus et, espère-t-on chez Desjardins, feront jaillir des idées originales, particulièrement lors du troisième programme qui aura l'innovation pour thème. Déjà, une vidéocassette ayant pour but de susciter le débat présente des experts tels que Pierre Fortin, qui voit ses enfants faire un retour à l'époque du «peace and love» en parlant de respect de la nature et de qualité de vie. Il y a aussi Jacques Nantel qui, à cause du vieillissement de la population, dit qu'il faudra inventer des formes de crédit qui n'existent pas encore.

Mais le dernier mot, dans cette vidéo qui a une belle fin, est donné à Jean Lespes, un sociologue de la Sorbonne, pour qui le modèle étatisse s'est effondré et le modèle libéral, après avoir produit beaucoup de richesse de façon brutale et en ignorant le collectif, est en train de montrer, sous l'effet des scandales à répétition, qu'il est un système malade. Il reste alors le mutualisme, qui à son avis est en plein développement. Pour sa part, M. D'Amours promet que les programmes actuels vont évoluer avec le temps, ce qui veut donc dire qu'ils vont rester comme une forme d'éducation permanente. Le président préfère plus modestement parler d'une école Desjardins et non pas d'une université.

Rona à Terrebonne

Terrebonne — Rona construira à Terrebonne, en banlieue de Montréal, un nouveau centre de distribution représentant un investissement de 25 millions. Cette installation aura une superficie de 380 000 pieds carrés et emploiera jusqu'à 75 personnes. Rona a par ailleurs indiqué qu'elle agrandit

également son centre de distribution de Boucherville et qu'une fois terminées, ces deux constructions totaliseront un investissement de 35 millions. Le mois dernier, Rona a annoncé un autre projet, à Charlemagne, une municipalité située à quelques kilomètres de Terrebonne. Rona y ouvrira à l'automne un nouveau magasin Rona L'entrepôt, qui nécessitera des investissements de 20 millions. — PC

EN BREF

POUR UN TEMPS LIMITÉ

Obtenez le logiciel d'analyse technique utilisé par Michel Carignan + Un cours de formation GRATUIT donné par Michel Carignan

Tous les détails à l'adresse www.boutique.decisionplus.com

decisionplus.com
Tél.: 514.392.1366
Sans frais: 1.877.392.1366
www.decisionplus.com

MARCHÉS BOURSISERS

Toronto monte, le dollar recule

Toronto — Poussée par les secteurs de l'énergie et des banques, la Bourse de Toronto a poursuivi à la hausse, hier, son indice principal dépassant un moment le cap des 12 000 points. L'indice S&P/TSX a gardé un gain de 71,77 points à 11 978,68. Il boucle ainsi la semaine avec une avance nette de 168 points.

Le cours du pétrole a grimpé à nouveau, à l'avantage de Toronto, mais, en fin de séance, l'or noir a infléchi vers le bas les indices américains. À la cote new-yorkaise, le brut léger pour avril est monté de 31 ¢ à 63,67 \$US le baril, sur des craintes persistantes de rupture de l'approvisionnement du côté du Nigeria et de l'Iran.

Le dollar canadien, qui avait revu la veille un sommet vieux de plus de 14 ans, a fini la semaine en cédant 28 centimes à 88,11 ¢US.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles a chuté de 3,92 points à 11 021,59 alors que le S&P 500 a cédé 1,91 point à 1287,23. La Bourse de New York a peu évolué sur la semaine écoulée, malgré des évolutions journalières souvent importantes, alors que les courtiers devraient porter leur attention sur les chiffres de l'emploi de février et les prix du pétrole lors de la semaine à venir. Lors de la semaine écoulée, l'indice des 30 valeurs vedettes, le Dow Jones), a perdu 0,4 %. L'indice composé du Nasdaq a en revanche avancé de 0,7 %, à 2302,60 points. L'indice élargi S&P 500 a quant à lui cédé 0,2 % sur la semaine.

Sur le marché obligataire, le rendement du bon du Trésor à 10 ans a progressé à 4,68 % contre 4,57 % la semaine dernière et celui à 30 ans à 4,66 % contre 4,52 %.

La semaine à venir s'annonce à nouveau chargée en données macro-économiques ainsi qu'en événements susceptibles de faire réagir les cours du pétrole. «Le marché va se focaliser sur les indicateurs économiques», a souligné Peter Cardillo, analyste chez SW Bach. «Les grosses nouvelles de la semaine seront les chiffres de l'emploi et le déficit commercial. Je pense que nous allons avoir plus d'informations confirmant que l'économie continue à bien se porter», a-t-il ajouté.

Le ministère américain du Travail doit publier vendredi son rapport mensuel sur l'emploi américain, un document très attendu par le marché, en raison de l'image exhaustive qu'il donne de l'économie américaine. En janvier, le taux de chômage avait reculé à 4,7 % de la population active aux États-Unis.

Les investisseurs s'attendent donc à trouver dans le rapport de février des informations leur permettant d'ajuster leurs perspectives de hausses de taux aux États-Unis. La Réserve fédérale a indiqué qu'elle surveillerait de près l'évolution du marché du travail pour décider des suites de sa politique monétaire.

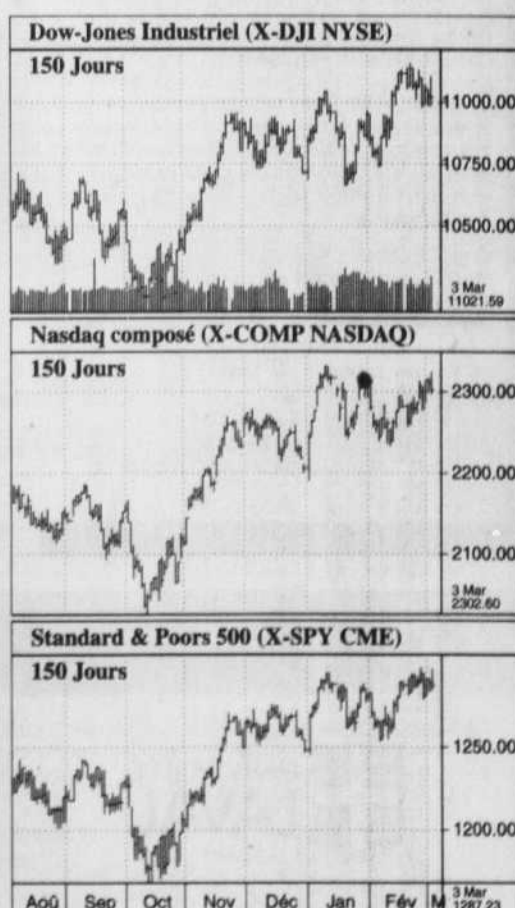
À cet égard, les économistes de la maison de courtage Lehman Brothers ont d'ores et déjà révisé en hausse leurs prévisions de taux pour 2006. Ils les voient atteindre 5,5 % d'ici 6 mois contre 5 % auparavant, en raison de la «fermeté exceptionnelle de la croissance» américaine.

«Pour l'instant, un taux de chômage à 5 % n'a pas suscité beaucoup de pressions salariales, le vieillissement de la population active ayant probablement joué un rôle dans l'amoindrissement de l'impact» de la baisse du chômage, notent ces économistes. «Mais à 4,7 %, [...] le taux de chômage est juste en train de s'approcher du point où le marché du travail pourra être considéré comme tendu».

Par ailleurs, «une autre chose importante [la semaine prochaine] sera la remontée des taux obligataires», a souligné Peter Cardillo. «Si le marché obligataire continue à chuter, cela pourrait restreindre l'avancée de la Bourse.» Le rendement du bon du Trésor à 10 ans a connu cette semaine sa plus forte progression en plus d'un mois. Le marché obligataire a été affecté par un renforcement des attentes de hausse des taux aux États-Unis.

Enfin, le marché suivra avec attention l'évolution des prix du pétrole, avec deux réunions cruciales pour le marché pétrolier.

Presse canadienne et Agence France-Presse



LES TAUX D'INTÉRÊT

Voici les taux d'intérêt en vigueur le 2 mars 2006 dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme					Prêt hypothécaire			
	30-90 jrs	1 an	3 ans	5 ans		6 mois	1 an	3 ans	5 ans
HSBC Canada	1,70	2,75	3,10	3,35		5,70	5,85	6,10	6,45
Nationale	1,70	2,75	3,00	3,25		5,85	5,85	6,10	6,45
Laurentienne	1,70	2,75	3,00	3,25		5,70	5,85	6,10	6,45
Royal	1,70	2,75	3,00	3,25		5,85	5,85	6,10	6,45
Scotiabank	1,70	2,75	3,00	3,25		5,80	5,85	6,10	6,45
TD	1,70	2,75	3,00	3,25		5,60	5,95	6,15	6,45
B. Montréal	1,70	2,75	3,00	3,25		5,15	4,85	5,49	5,74
CIBC	1,70	2,75	3,00	3,25		—	—	—	—
Desjardins*	1,70	2,75	3,00	3,25		5,70	5,80	6,10	6,45

* Taux suggéré par la fédération des caisses Desjardins du Québec

Fiducies	Dépôt à terme					Prêt hypothécaire			
	30-90 jrs	1 an	3 ans	5 ans		6 mois	1 an	3 ans	5 ans
Desjardins	1,70	2,75	3,00	3,25		5,70	5,80	6,10	6,45
Gx. Investors	—	—	—	—		5,85	5,85	6,10	6,45
Capital Ass.	—	—	—	—		5,74	5,84	6,09	6,44

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •



Spécialiste principal en gestion du risque (Réf. : 706)

(80 060 \$ - 100 075 \$ CAD)

Le/La Spécialiste principal(e) en gestion du risque fourni un soutien technique et stratégique de haut niveau à la présidente, à son mandataire et à la haute direction dans la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion intégrée du risque au CRDI. Il/Elle va procéder à l'évaluation panoramique annuelle des risques qui se posent dans les activités du CRDI dont les résultats serviront de base pour la préparation du plan annuel de vérification que doit approuver le Comité des finances et de la vérification du Conseil des gouverneurs et pour la formulation de la stratégie de gestion intégrée du risque du Centre; négocier le contrat liant le CRDI et son fournisseur indépendant de services de vérification interne. Il/Elle va gérer la relation contractuelle entre le CRDI et le fournisseur indépendant de services de vérification interne.

La personne choisie pour occuper ce poste détient :

- une maîtrise en administration des affaires ou en administration publique ou de diplômes connexes, comme une maîtrise en politiques publiques, en gestion, en comportement organisationnel, en finances ou en économie appliquée (on étudiera également la candidature des personnes qui possèdent un titre en finance (CA, CGA, CFA, CMA) mais pas de diplôme d'études supérieures, dans la mesure où celles-ci pourront démontrer une expérience pertinente);
- au moins 8 ans, mais de préférence 10 ans, d'expérience en administration publique ou des affaires;
- une expérience pratique en gestion du risque est essentielle et une expérience en négociation et en gestion de contrats, fortement souhaitable;
- expérience du travail à l'étranger, en particulier dans un pays en développement, constitue un atout;
- Poste bilingue (Anglais-Français)

Prière de faire parvenir son C.V. à Concours 706 au plus tard le 25 mars 2006, par courrier électronique à competitions@idrc.ca ou par télécopieur au (613) 238-7230. Les demandes par voie postale sont envoyées à : Ressources humaines, CRDI, B.P. 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9.

Pour en savoir plus sur le CRDI et pour prendre connaissance de la description de poste, vous êtes invités à visiter le site Web du Centre (<http://www.crdi.ca/careers>).

Nous remercions de leur intérêt les personnes qui répondront à cette annonce tout en nous réservant de ne communiquer qu'avec les candidat(e)s dont les qualifications et l'expérience correspondent le mieux aux exigences du poste.

Le CRDI est un des organismes chefs de file voués à la production et à l'application de nouveaux savoirs répondant aux défis du développement international. Le CRDI vient en aide à la recherche dans les pays en développement dans le dessein de contribuer à la solution des graves problèmes de l'heure et favoriser la création de réseaux internationaux en vue de l'application et de la mise en valeur des connaissances produites. Le CRDI est une société d'État ayant son siège à Ottawa et des bureaux régionaux situés en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Le CRDI respecte les normes d'équité en matière d'emploi et invite les personnes qualifiées des groupes suivants à poser leur candidature: femmes, hommes, membres d'une minorité visible, autochtones et personnes handicapées.

Canada



M'investir

L'Université de Sherbrooke propose un milieu de travail exceptionnel pour combler vos désirs de dépassement.

La Faculté d'éducation - Performa

Par le biais de PERFORMA, la Faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke offre depuis 30 ans des programmes de perfectionnement, de niveau universitaire, en enseignement au collégial. PERFORMA conçoit des programmes de formation sur mesure en fonction des besoins identifiés auprès du personnel pédagogique en exercice dans les établissements membres de son réseau. Cette formule engendre des retombées concrètes pour le personnel enseignant, les élèves et l'établissement.

DIRECTRICE OU DIRECTEUR PERFORMA

Offre d'emploi 06-2-06

Défis et responsabilités

- Assumer des fonctions de planification, d'organisation, de coordination, de direction et de gestion administrative du secteur PERFORMA
- Gérer l'ensemble des programmes, des services, des ressources et des activités reliées au perfectionnement psychopédagogique et didactique offert dans les programmes de PERFORMA
- Identifier les besoins de formation du personnel éducatif dans la perspective d'un aménagement avec le développement pédagogique institutionnel des collèges

Le curriculum vitae doivent être reçus avant 17 h, le lundi 3 avril 2006.

Visitez notre site pour connaître la description complète de ce poste et les modalités pour poser votre candidature.

www.USherbrooke.ca/srh



Une carrière au CUSM

Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) est né d'une fusion volontaire d'hôpitaux, la plus importante et la plus réussie que le Canada ait connue. Synonyme d'excellence en services aux patients, en enseignement et en recherche, le CUSM arrive à recruter et à former des chefs de file hors pair du secteur de la santé, une longue tradition de ses hôpitaux fondateurs.

Le Centre universitaire de santé McGill cherche un(e)

Directeur(trice) associé(e) des services hospitaliers et du soutien aux programmes, Hôpital de Montréal pour enfants (HME) du CUSM

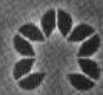
qui assurera l'administration et la gestion de toutes les ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles sous son autorité. Leader qui a le talent de constituer des équipes performantes, le(la) candidat(e) retenu(e) veillera à élaborer, puis à appliquer les politiques et les programmes qui assureront la réalisation du plan stratégique de la direction hospitalière. Il(elle) mettra à profit son expérience en gestion du changement dans le but de faire progresser les projets entrepris à l'HME au chapitre de la réorganisation, de l'intégration et de l'amélioration des méthodes. Par ses liens avec différents partenaires et organismes, il(elle) assurera la promotion et le positionnement de l'HME. Le(la) titulaire se chargera en outre de l'administration et de la gestion des Services médicaux multimédia, des bibliothèques médicales, du Programme du Nord et de certains aspects des Services Télésanté pour l'ensemble du CUSM.

Ce poste exige une maîtrise en gestion de la santé ou dans un autre domaine connexe ainsi que cinq à dix années d'expérience en qualité de cadre supérieur dans le secteur des soins de santé. La Certification (Certified Health Executive, CHE) du Collège canadien des directeurs de services de santé constitue un atout. Enfin, la capacité d'utiliser l'informatique et la maîtrise de l'anglais et du français tant à l'oral qu'à l'écrit figurent également au nombre des exigences.

Veuillez soumettre votre curriculum vitae d'ici au 24 mars 2006 à :
Services au personnel cadre du CUSM
Hôpital Royal Victoria
687, avenue des Pins Ouest
bureau R6.24E
Montréal (Québec) H3A 1A1
Télécopieur : (514) 843-2826
Courriel : srh.cadres@muhc.mcgill.ca



Centre universitaire de santé McGill
McGill University Health Centre



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA) (CMEC), un organisme intergouvernemental pancanadien situé au centre-ville de Toronto, est à la recherche de candidates et candidats pour le poste suivant :

COORDONNATRICE / COORDONNATEUR PROGRAMMES PRIMAIRES-SECONDAIRES

Poste à contrat ou détachement non renouvelable (10 à 12 mois)

Échelle salariale actuelle : de 85 012 à 100 274 \$ + prestations sociales intégrales + prestations de retraite

L'unité de programmes primaires-secondaires du CMEC contribue à divers dossiers liés à l'enseignement primaire et secondaire au Canada, y compris la mobilité du personnel enseignant et mobilité étudiante, les initiatives liées aux programmes d'études, les technologies de l'information au service de l'enseignement et de l'apprentissage, le droit d'auteur et l'enseignement en français en milieu minoritaire. Le site www.cmec.ca/else donne plus d'information sur cette unité.

NOUS OFFRONS :

- un salaire concurrentiel;
- un milieu de travail agréable et stimulant;
- des possibilités de perfectionnement professionnel.

COMPÉTENCES EXIGÉES :

- maîtrise de l'anglais et du français (à l'oral et à l'écrit);
- excellentes compétences en gestion de projets;
- capacités de réseautage et de négociation développées;
- aptitudes à diriger une petite équipe;
- qualités interpersonnelles affirmées;
- sens aigu des processus décisionnels ainsi que de la résolution de problèmes;
- compréhension et sensibilité aux relations intergouvernementales;
- connaissances informatiques.

LA PRÉFÉRENCE SERA DONNÉE AUX CANDIDATES ET CANDIDATS AYANT UNE OU PLUSIEURS DES QUALIFICATIONS SUIVANTES :

- connaissance de l'enseignement primaire et secondaire au Canada;
- expérience en enseignement;
- expérience de cadre supérieur en gestion de l'éducation.

Veillez envoyer votre lettre et curriculum vitae à l'adresse ci-dessous.

Date limite : le 27 mars 2006.

Directeur adjoint, Administration et Communications
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]
95, avenue St Clair Ouest, bureau 1106
Toronto ON M4V 1N6
Téléc. : (416) 962-2800
Courriel : c.bailey@cmec.ca
Site Web : www.cmec.ca

Nous vous remercions de votre intérêt pour le poste. Seules les personnes choisies pour une entrevue seront contactées. Le CMEC souscrit au principe d'équité en matière d'emploi.



Première université francophone en Amérique.
L'Université Laval est l'une des plus importantes universités du Canada. Activement engagée dans son milieu, elle offre un environnement de formation et de recherche de premier plan au cœur de Québec, ville du patrimoine mondial de l'UNESCO.

ÉCOLE DE COMPTABILITÉ

Poste de directrice, directeur (de l'École)

Clôture du concours : le 19 mars 2006.
Date d'entrée en fonction : le 1^{er} juin 2006.

www.fsa.ulaval.ca/affichagees

ANTHROPOLOGIE DES IDENTITÉS, MINORITÉS ETHNIQUES ET RELATIONS INTERETHNIQUES

Poste de professeure, professeur

Clôture du concours : 10 avril 2006.
Date d'entrée en fonction : 1^{er} juin 2006.

www.ant.ulaval.ca

ÉVALUATION ET STATISTIQUE

Poste de consultante, consultant

Échelle de salaire : 43 878 \$ à 68 255 \$.
Clôture du concours : le 13 mars 2006.

www.ulaval.ca
(voir la section postes offerts)

En vertu de son Programme d'accès à l'égalité, l'Université Laval entend consacrer la moitié de ses postes vacants à l'engagement de femmes. En accord avec les exigences du ministère de Citoyenneté et Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents du Canada.

www.ulaval.ca

UQAC

ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE ET DE CULTURE QUÉBÉCOISE

ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS LANGUE SECONDE

(Banque de candidatures)

L'École de langue française et de culture québécoise de l'Université du Québec à Chicoutimi est à la recherche de maîtres de français langue seconde pour les périodes suivantes :

Session de printemps du 8 mai au 9 juin 2006
Session d'été du 3 juillet au 4 août 2006

EXIGENCES : Détenir une maîtrise en linguistique ou en enseignement du français langue seconde ou un baccalauréat d'enseignement et de l'expérience dans l'enseignement du français langue seconde ou étrangère.

TRAITEMENT : Selon la convention collective.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae accompagné d'une copie des diplômes, de preuves d'expérience et de lettres de références avant le 24 mars 2006 à : Pierre Lincourt, directeur, École de langue française et de culture québécoise, Université du Québec à Chicoutimi, 555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1. Tél. : (418) 545-5301. Téléc. : (418) 545-5416. Courriel : sdfefco@uqac.ca. Seuls les candidats retenus pour une entrevue recevront une réponse.

www.uqac.ca



Université du Québec à Chicoutimi

Université du Québec à Chicoutimi
555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1
Téléphone : (418) 545-5011. Télécopieur : (418) 545-5012

ÉCONOMIE

FIN DE LA DÉFLATION AU JAPON

Des consommateurs plus économes

ROLAND DE COURSON

Tokyo — Si la déflation n'a guère écorné l'image prospère de la deuxième économie mondiale, huit ans de baisse générale des prix ont eu un impact psychologique chez les consommateurs japonais, devenus plus économes et plus sélectifs dans leurs achats.

Du hamburger à 65 yens (65 cCAN) aux propriétaires d'appartements contraints par leurs loyers, en passant par la vogue des magasins «Tout à 100 yens» (à 1 \$) et à la valse constante des étiquettes dans les magasins d'électronique, la chute des prix imprègne l'environnement quotidien du Japonais.

Déflation se dit *defure*, une abréviation de «déflation» (prononcée à l'anglaise). Pour les Japonais, le mot évoque autant la chute des prix que la récession économique, la précarité de l'emploi, le surendettement et autres avatars de la fin de la bulle des années 1980.

«Après le champagne et les restaurants de luxe, on a redécouvert les vertus du *motsu nabe*», une soupe bon marché à base d'estomac de porc, souligne la macroéconomiste Noriko Hama.

Le Japon, même au pire de la récession des années 1990, a toujours frappé le visiteur par une prospérité apparente et un climat social apaisé. Cependant, «la déflation a vraiment pénétré la société car la consommation personnelle a dégringolé», affirme Mme Hama. «Il était devenu très à la mode de s'habiller avec de vieux vêtements. Les magazines féminins étaient remplis d'astuces pour remettre au goût du jour les robes d'il y a cinq ou dix ans», témoigne-t-elle, estimant aussi que «l'écart entre les gagnants et les perdants s'est creusé» au cours de ces années.

La déflation a en effet favorisé les plus nantis et les retraités, dont les revenus fixes gagnaient en pouvoir d'achat au fil de la baisse des prix. Le succès des articles de luxe et le goût prononcé de certains Japonais pour les dépenses extravagantes ne se sont jamais démentis. Mais pour de nombreux salariés, la déflation a

été synonyme de précarité et d'insécurité financière.

Dans un rapport de mai 2003 intitulé *Déflation et vie quotidienne*, le gouvernement s'inquiétait de l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, les *freeters*, jeunes travailleurs temporaires (parfois volontairement) dont le nombre a bondi de 128 % entre 1990 et 2001 pour dépasser les quatre millions.

Pur produit des compressions de coûts opérées par les entreprises malmenées par la déflation, ces *freeters* vivaient à 85 % sous le seuil de pauvreté, du jamais vu dans un pays habitué à la sécurité de l'emploi et des salaires.

A cette précarité de l'emploi, s'ajoutait le fait qu'en raison de la chute des prix, il était plus rentable de placer ses économies sous son tatami et de les dépenser le moins possible, plutôt que de les investir en Bourse, dans l'achat d'une maison ou d'une voiture.

Si aucune boutique de luxe n'a jamais fait faillite au Japon à cause de la déflation, les rues japonaises se sont remplies de magasins «Tout à 100 yens».

La chaîne de vêtements bon marché (mais de qualité) Uniqlo a connu un succès fulgurant. Et le hamburger à 65 yens attire les foules chez McDo. À cette dernière initiative, les restaurants locaux Matsuya ont répliqué en cassant de 400 à 290 yens (de 4 \$ à 2,90 \$CAN) le prix du *gyudon*, le très populaire bol de riz au bœuf qui nourrit les salariés japonais pressés.

Un des effets les plus visibles de la déflation a aussi été la baisse continue des prix de l'immobilier, conséquence de l'éclatement de la bulle spéculative des années 1980, qui a permis à de nombreux locataires de renégocier leurs contrats à la baisse avec leurs propriétaires.

Enfin, la chute des prix de l'électricité et du téléphone, dues à la libéralisation de ces secteurs, restera une constante des années de déflation.

«Même si ce n'était pas tellement visible car pendant que les factures baissaient, nos revenus baissaient aussi», rappelle Mme Hama.

Agence France-Presse

Tokyo va freiner la planche à billets

DANIEL ROOK

Tokyo — Le Japon semble avoir vaincu pour de bon la déflation en enregistrant une troisième hausse mensuelle consécutive des prix à la consommation, ce qui laisse présager un resserrement, peut-être dès la semaine prochaine, de la politique monétaire de la banque centrale. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,5 % en janvier sur un an, sa plus forte hausse depuis mars 1998, a annoncé hier le gouvernement.

C'est la première fois depuis huit ans que les prix augmentent trois mois d'affilée, ce qui donne des arguments à la Banque du Japon (BoJ) pour refermer au plus tôt le robinet à crédit gratuit à l'aide duquel elle inonde d'argent le marché interbancaire depuis 2001.

«Les forces qui avaient causé la déflation au Japon ont bel et bien disparu», a commenté Stefan Worrall, économiste chez Crédit Suisse First Boston, en argument de la hausse de l'emploi, de la forte demande intérieure et extérieure et du dynamisme de la production industrielle. «Si l'on en croit les derniers chiffres, il est de plus en plus évident que la politique monétaire est sur le point de changer», estime-t-il.

Selon Takehiro Sato, économiste chez Morgan Stanley, il est «pratiquement certain» que la BoJ mettra un terme à sa politique ultra-accommodante dès la prochaine réunion de son comité de politique monétaire, les 8 et 9 mars. D'autres analystes soutiennent toutefois qu'un resserrement est plus probable en avril, une fois que les entreprises nipponnes auront bouclé leur exercice 2005-2006 (qui prend fin le 31 mars).

Même le premier ministre libéral Junichiro Koizumi, qui se montrait jusqu'à présent extrêmement prudent et se refusait à crier victoire, a admis que «l'on observe des signes de sortie de la déflation». «Certes, le Japon a



TOSHIYUKI AIZAWA REUTERS

La Banque du Japon avait décidé en mars 2001 de mettre en œuvre une politique monétaire dite d'«assouplissement quantitatif», consistant à offrir aux banques plus de liquidités qu'elles n'en demandent pour relancer le crédit, enrayer la déflation et relancer l'activité économique.

échappé au danger d'une spirale déflationniste mais une légère déflation persiste», a tempéré le secrétaire d'État à la Politique budgétaire et aux Finances, Kaoru Yosano, farouche adversaire d'un resserrement monétaire qui, selon lui, risque d'étouffer la reprise de l'économie.

Les marchés s'attendent désormais à ce que la banque centrale, une fois la politique monétaire actuelle jetée aux oubliettes, commence à augmenter les taux d'intérêt d'ici la fin de l'année.

Faute de pouvoir jouer sur les taux, qui avaient été ramenés à zéro depuis longtemps, la BoJ avait décidé en mars 2001 de mettre en œuvre une politique

monétaire sans précédent, dite d'«assouplissement quantitatif», consistant à offrir aux banques plus de liquidités qu'elles n'en demandent dans l'espoir de relancer le crédit, enrayer la déflation et relancer l'activité économique.

L'objectif paraît atteint. La deuxième économie mondiale, finalement venue à bout de la baisse des prix, a enregistré une croissance de 2,8 % en 2005, soit la meilleure performance parmi les pays industrialisés derrière les États-Unis (+3,5 %).

À la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a perdu 1,6 % hier, le marché anticipant une prochaine hausse des taux d'intérêt. «Les spéculations s'accroissent. Si la banque

centrale n'agit pas rapidement, elle pourrait perdre la confiance des marchés», a averti Naomi Hasegawa, stratège chez Mitsubishi UFJ Securities.

Selon le quotidien conservateur Yomiuri Shimbun, les neuf membres du comité de politique monétaire sont entrés dans la «phase finale» des négociations pour proposer de mettre fin à la politique d'assouplissement quantitatif dès jeudi prochain. Cette décision dépendra toutefois des discussions qui se dérouleront la veille, mercredi, premier jour de la réunion du comité de politique monétaire, souligne le Yomiuri.

Agence France-Presse

Comment est-on venu à bout de la déflation?

ROLAND DE COURSON

Tokyo — Née des excès des années 1980, la déflation au Japon s'est d'abord largement tuée elle-même grâce à la cure d'amaigrissement qu'elle a imposée à la deuxième économie mondiale. Elle a aussi été vaincue par une politique monétaire peu orthodoxe et le boom de la demande chinoise.

Au début des années 1990, l'économie japonaise «souffrait du syndrome Luciano Pavarotti: elle était trop grosse pour son bien et avait besoin de maigrir», explique à l'AFP Noriko Hama, macroéconomiste à l'université Doshisha de Kyoto.

«Les excès de capacités, d'effectifs et d'endettement des entreprises étaient énormes. La politique de taux d'intérêt très bas avait engendré une frénésie de l'emprunt et de la consommation et un boom de la Bourse», poursuit Mme Hama, selon qui les autorités politiques et monétaires «ont attendu trop longtemps pour freiner» cet emballement général.

Chute brutale de la Bourse et du marché immobilier, recul de la

consommation, arrêt du crédit: la déflation qui s'installe lors de l'éclatement de la bulle spéculative est intermittente jusqu'en 1998, constante ensuite.

En 1999, espérant enrayer la spirale déflationniste, la Banque du Japon (BoJ) adopte une politique de taux d'intérêt zéro. Mais un an plus tard, elle change brusquement d'avis et, sourde aux hauts cris du gouvernement dont elle est devenue indépendante l'année précédente, relève à 0,25 % son taux au jour le jour, auquel se financent les banques à très court terme.

Cette décision malheureuse, sur laquelle l'institut d'émission reviendra peu après, est aujourd'hui considérée comme un des facteurs qui ont considérablement aggravé la déflation.

De 1997 à 2005, les prix à la consommation au Japon hors produits périssables diminuent de 2,6 %. Ils se trouvent actuellement à leur niveau du début des années 1990.

En mars 2001, la BoJ, faute de pouvoir jouer sur les taux d'intérêt depuis longtemps maintenus à zéro, adopte une politique monétaire d'un genre totalement nou-

veau, baptisée «assouplissement quantitatif». Cette politique consiste à faire tourner généreusement la planche à billets, à acheter massivement des bons du Trésor et à offrir aux banques plus de liquidités qu'elles n'en demandent, dans le but de stimuler le crédit.

«Dans les années 1930, la réponse à la déflation était la politique fiscale: on creusait des trous plutôt que de parachuter de l'argent par hélicoptère», note Mme Hama. «Mais le gouvernement japonais, lourdement endetté, n'avait pas les moyens de creuser des trous et de les reboucher. Nous sommes donc face au seul cas dans l'histoire où la politique monétaire a été l'unique instrument de lutte contre la déflation».

Cette politique a-t-elle été efficace? Les avis sont partagés.

Les largesses de la BoJ «semblent avoir stimulé la prise de risque à la fois sur le marché des actions et pour l'investissement réel... Elles ont convaincu les marchés que les taux d'intérêt zéro seraient maintenus sur une longue période», avançant récemment Takatoshi Ito, économiste à l'univer-

sité de Tokyo, dans le quotidien d'affaires Nikkei.

«Cette politique monétaire visait davantage à soutenir le gouvernement et son énorme dette qu'à vaincre la déflation», rétorque Mme Hama. Selon elle, «même si la masse monétaire a grossi considérablement, cela n'a pas conduit à la création de crédit ni à la relance de l'économie. Certes, cela a empêché que les choses empirent. Mais je ne pense pas que la politique monétaire ultra-souple ait amélioré grand-chose en soi».

A partir de 2003, la formidable croissance chinoise a donné un coup de fouet aux exportations japonaises et largement contribué à relancer l'économie de l'Archipel, pour qui la Chine est désormais le premier partenaire commercial.

Mais surtout, cette période de déflation «parfaitement classique» a constitué «un processus de purge qui nous a permis, certes de façon très douloureuse, de nous débarrasser de nos excès», se réjouit Mme Hama, selon qui «en un sens, la fin de la déflation est le résultat de la déflation».

Agence France-Presse



KAZUHIRO NOGI AGENCE FRANCE-PRESSE

Une Japonaise mange un *gyudon*, le très populaire bol de riz au bœuf qui nourrit les salariés pressés.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

DISTRIBUTION DE LIVRES
UNIVERS
S.E.N.C.La Société UNIVERS vend des livres aux librairies pour différents
maisons d'édition, notamment des maisons d'édition universitaires.

REPRÉSENTANT

DÉFI

- Accroître la disponibilité des produits et le volume des ventes
- Établir de nouvelles clientèles
- Maintenir de bonnes relations avec les éditeurs et la clientèle

RESPONSABILITÉS

- Préparer les plans annuel et mensuels de visites aux librairies et en assurer le suivi
- Cerner les besoins des clients et de leur milieu afin de pouvoir bien les conseiller
- Présenter les nouveaux produits et prendre les commandes
- Rendre disponibles les produits et en effectuer les réassorts
- Procéder à l'inventaire et faire les réassorts des dépôts
- Transmettre à la direction un compte rendu de ses visites et contacts
- Participer à des activités promotionnelles, comme les salons du livre

COMPÉTENCES

- Expérience importante comme représentant dans le domaine de la distribution du livre ou en librairie
- Autonomie, très bon sens de l'organisation et orienté sur l'atteinte des objectifs de ventes
- Excellent communicateur, créatif, proactif
- Formation universitaire ou jugée équivalente

TERRITOIRE

Poste à Montréal, travail au Québec et quelque peu hors Québec.
Automobile nécessaire

RÉMUNÉRATION

Salaires compétitifs et commissions avantageuses

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 16 mars 2006

Par courriel: puq@puq.quebec.ca - Par fax: (418) 657-2096

Par la poste: Presses de l'Université du Québec

Le Delta 1, 2875, boul. Laurier, bureau 450, Québec (Québec) Canada G1V 2M2

Les Amis
du Jardin botanique de MontréalRédacteur(trice) en chef
Quatre-Temps

Quatre-Temps, revue trimestrielle de vulgarisation scientifique en botanique et en horticulture éditée par les Amis du Jardin botanique de Montréal depuis 30 ans, est à la recherche d'un rédacteur(trice) en chef.

Description du poste

Sous l'autorité de la direction générale des Amis du Jardin, la personne choisie aura la responsabilité entière de la production de la revue. Elle assurera les tâches de planification, d'édition et de rédaction, de recherche visuelle et de supervision générale des étapes de production.

Le candidat recherché aura les qualifications suivantes :

- Leadership et dynamisme
- Talent de communicateur et de vulgarisateur
- Expérience en journalisme scientifique
- Expérience de direction de magazines
- Culture générale étendue
- Excellente maîtrise de la langue française écrite et parlée
- Bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé
- Capacité à travailler en collégialité
- Aptitudes démontrées à travailler avec des collaborateurs bénévoles

Traitement

Rémunération et avantages selon la politique des Amis du Jardin botanique de Montréal

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 31 mars à l'adresse suivante :

Michèle-E. Hogue, directrice générale

Les Amis du Jardin botanique de Montréal

4101, Sherbrooke Est, Montréal, Qc. H1X 2B2

amisjardin@ville.montreal.qc.ca

Seules les personnes dont la candidature est retenue seront contactées

4 postes réguliers de
professeur-e

sont présentement disponibles dans les
secteurs suivants :

DÉPARTEMENTS / ÉCOLES	CHAMPS DE SPÉCIALISATION
École des médias	• Cinéma (postproduction - montage)
Études urbaines et touristiques	• Poste spécialisé dans les instruments d'urbanisme
	• Gestion et développement touristiques
Stratégie des affaires	• Finance

L'Université a adopté un programme d'accès à l'égalité en emploi et un programme d'équité en emploi pour les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées.

Toutes les personnes qualifiées sont invitées à poser leur candidature. La priorité sera donnée aux Canadiennes, Canadiens et aux résidentes, résidents permanents.

Traitement : Selon la convention collective SPUQ-UQAM

Une description détaillée de ces postes, y compris les exigences, les dates d'entrée en fonction et les délais pour postuler, est disponible dans Internet à www.rhu.uqam.ca, sous la rubrique «Affichage de postes».

UQAM
Prenez position

LES SPORTS

HOCKEY

Les joueurs du Canadien reprennent confiance et retrouvent le sourire!

FRANÇOIS LEMENU

Tampa — Les joueurs du Canadien sourient davantage depuis quelque temps. Bien sûr les victoires sont plus nombreuses, ce qui contribue à la bonne humeur contagieuse dans l'équipe. Le chaud soleil de la Floride y est aussi pour quelque chose. Mais il y a plus.

A son retour chez le Canadien, Guy Carbonneau s'est rendu compte que les joueurs étaient tendus, qu'ils souriaient rarement. L'ancien capitaine a décidé que ça devait changer. «J'étais détendu, c'est la façon dont je jouais», raconte Carbo. Un match dure 60 minutes. Mais le lendemain, il faut avoir le sourire, même après une défaite. Il y a trop de matchs pour s'arrêter à une défaite. Il faut penser au prochain.»

Durant le voyage en Floride, des joueurs ont fait remarquer à Carbonneau qu'il ne portait pas de veston. «Je n'ai pas lu le règlement, leur a-t-il répondu. Et puis il fait 85 degrés.»

Carbo veut que les joueurs s'amuse et qu'ils reprennent confiance en eux. Les derniers matchs indiquent que l'équipe va dans la bonne direction, le Canadien ayant récolté 12 points sur une possibilité de 14 à ses sept dernières rencontres.

«Les joueurs avaient perdu confiance, rappelle-t-il. On a apporté de petits changements et les choses se replacent. Notre gardien est bon

et nos défenseurs s'en tiennent à un jeu simple dans notre zone, ce qui crée de meilleures chances de marquer. Comme le niveau de confiance est plus élevé, les jeux qui étaient difficiles il y a un mois paraissent plus faciles aujourd'hui. C'est juste une question de confiance.»

Le changement est évident chez certains joueurs. C'est le cas de Mike Komisarek qui a joué près de 16 minutes (15 min 59 s) contre les Panthers de la Floride. «Je voyais qu'il était enthousiaste, raconte Carbo. Mais il est gros et fort et il a eu du mal à s'adapter à la nouvelle application des règlements. Il lui arrivait souvent de se sortir du jeu et d'être pris hors position. Il lui fallait revenir à un jeu plus simple, à un meilleur positionnement sur la glace. Il devait aussi cesser de vouloir frapper tout ce qui bouge.»

Christopher Higgins est un autre jeune qui offre du bien meilleur hockey. Lors des deux premiers matchs du voyage, Higgins a marqué deux buts et récolté une passe. «Ça vaut pour tout le monde, dit l'ancien capitaine du Canadien. On ne demande pas de miracle. Juste un effort constant. Contre les Panthers, les joueurs ont évité de commettre des erreurs dans les zones stratégiques. On voit qu'ils commencent à comprendre.»

Et à avoir du plaisir!

Presse canadienne

Ski alpin

Une première place pour trois Kelly VanderBeek termine à un 100^e de seconde des triples gagnantes

Hafjell, Norvège — Pour la première fois dans la discipline du super G, trois skieuses sont montées hier à Hafjell sur la première marche du podium en Coupe du monde de ski alpin, dont la récente championne olympique Michaela Dorfmeister. Et il s'en est fallu de peu qu'elles soient quatre puisque la Canadienne Kelly VanderBeek a terminé un petit centième de seconde derrière.

Dorfmeister a signé le meilleur temps de la course en 1 min 18 s 65 comme l'Américaine Lindsey Kildow et la Suisse Nadia Styger.

«C'est incroyable!», a déclaré Dorfmeister, qui a aussi remporté une médaille d'or en descente lors des JO de Turin. «C'est bien d'avoir quelqu'un à ses côtés sur la plus haute marche du podium. J'espère qu'il y aura assez de place pour tout le monde.»

Grâce à cette troisième victoire dans la discipline cette saison, Dorfmeister s'est adjugé le globe de cristal du super G devant sa compatriote Alexandra Meissnitzer. Une seule course reste à disputer, lors des finales de la Coupe du monde, à Are du 15 au 19 mars.

La Croate Janica Kostelic a pris la 14^e place mais conservé la tête du classement général de la Coupe du monde. Dorfmeister est deuxième, avec un point d'avance sur Anja Paerson, sixième hier.

VanderBeek confirme

Avec une quatrième position, VanderBeek a quant à elle répété sa performance des Jeux olympiques. L'Italienne Lucia Recchia a pris la cinquième place à cinq centièmes de seconde. Ce super G norvégien restera comme l'un des plus serrés de l'histoire, puisque huit compétitrices ont fini en 12 centièmes de seconde.

La première fois que trois skieuses avaient fini premières ex aequo en Coupe du monde remonte à 2003 quand la Norvégienne Anndrine Flenmen, l'Autrichienne Nicole Hosp et la Slovène Tina Maze avaient signé le même temps de slalom géant de Soelden, en Autriche.

«Je ne pense pas qu'on puisse être déçu [d'un résultat semblable], a déclaré VanderBeek. Je skie bien et je n'étais qu'à un centième de seconde de la victoire. Je suis content de prouver que mon résultat aux olympiques n'a



WOLFGANG RATTAY REUTERS
L'Américaine Lindsey Kildow, l'Autrichienne Michaela Dorfmeister et la Suisse Nadia Styger ont joyeusement partagé la victoire, hier.

pas été un coup de chance, que je peux le répéter.» Auparavant, VanderBeek n'avait jamais fait mieux qu'une sixième place en super G, à Val d'Isère cette saison.

Geneviève Simard, 23^e

Les autres Canadiennes ont terminé entre la 20^e et la 30^e place, Emily Brydon, 20^e, Geneviève Simard 23^e et Brigitte Acton 27^e.

«Cette saison, j'ai marqué l'histoire à chaque course. Je suis très satisfaite, a déclaré Dorfmeister. C'était difficile aujourd'hui [hier]. Parfois c'était glacé, parfois bosselé. La neige était rapide. C'était difficile de trouver le bon équilibre.»

Kildow a décroché sa première victoire de la saison en Super G. «J'avais perdu confiance à cause de ma chute aux Jeux, c'est incroyable d'être sur le podium, en plus avec Michaela», a déclaré l'Américaine, tombée lors d'un entraînement de la descente des JO de Turin, comme la Française Carole Montillet. «C'est mon meilleur jour depuis cet accident». Kildow avait fini 8^e de cette descente olympique, Montillet 28^e.

Associated Press

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est

	G	P	DPF	BP	BC	Pts
Ottawa	39	14	5	234	141	83
Buffalo	36	16	5	188	162	77
Montréal	28	22	8	166	183	64
Boston	25	25	10	174	186	60
Toronto	27	26	5	181	196	59

Section Atlantique

N.Y. Rangers	36	15	8	195	143	80
Philadelphie	33	17	10	198	194	76
New Jersey	31	22	7	174	170	69
N.Y. Islanders	26	28	4	171	207	56
Pittsburgh	14	35	11	168	240	39

Section Sud-Est

Caroline	40	14	4	219	179	84
Tampa Bay	32	23	4	182	176	68
Atlanta	27	27	6	200	208	60
Floride	23	28	8	162	181	54
Washington	20	33	5	162	227	45

Hier

Floride en Caroline
Toronto à Buffalo
Vancouver à Chicago
San Jose à Edmonton
Minnesota à Anaheim

Aujourd'hui

Columbus à Los Angeles, 16h
Buffalo à Boston, 19h
Ottawa à Toronto, 19h
Philadelphie à N.Y. Islanders, 19h
Washington à Atlanta, 19h
N.Y. Rangers à New Jersey, 19h30
Caroline à Pittsburgh, 19h30
Montréal à Tampa Bay, 19h30
Colorado à Dallas, 20h
Detroit à Phoenix, 21h
San Jose à Calgary, 22h

Demain

Nashville à Edmonton, 16h
Columbus à Anaheim, 16h
Dallas à Chicago, 19h
Colorado à Minnesota, 19h
St. Louis à Vancouver, 22h

Lundi

Caroline à N.Y. Rangers, 19h
Montréal à Philadelphie, 19h
N.Y. Islanders à Washington, 19h
Floride à Atlanta, 19h
Ottawa à Tampa Bay, 19h30

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

M DIAMOND ASS. INC.
345, AVENUE VICTORIA, SUITE 400,
WESTMOUNT (QUÉBEC) H3Z 2N2
TEL : (514) 483-2303
FAX : (514) 483-2373

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DANS L'AFFAIRE DES FAILLITES DE:
SANDERS & GOLD INC., un corps politique, dûment incorporé selon la loi, antérieurement faisant affaires dans la ville et district de Montréal, province de Québec, au 5333 Casgrain, #202.

Compagnie débitrice
AVIS est par les présentes donné que **SANDERS & GOLD INC.** a déposé une cession le 17^e jour de février 2006 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 9^e jour de mars 2006 à 13 h de l'après-midi, au Bureau du Syndic, 345, av. Victoria, bureau 400, Westmount, Montréal (Qc).

Compagnie débitrice
AVIS est par les présentes donné que **4051114 CANADA INC.**, un corps politique, dûment incorporé selon la loi, antérieurement faisant affaires dans la ville et district de Montréal, province de Québec, au 3553 boul. St-Laurent, sous le nom et raison sociale de **BUBBLES RESTAURANT & BAR A CHAMPAGNE**.

Compagnie débitrice
AVIS est par les présentes donné que **4051114 CANADA INC.** a déposé une cession le 23^e jour de février 2006 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 16^e jour de mars 2006 à 13 h de l'après-midi, au Bureau du Syndic, 345, av. Victoria, bureau 400, Westmount, Montréal (Qc).

Daté à Westmount (Qc), ce 1^{er} jour de mars 2006
M. Diamond & Associés Inc. Syndics

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340
Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html • www.ledevoir.com/offres.html
Courriel : avisdev@ledevoir.com

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:
2864-2593 QUÉBEC INC., société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 1223, boul. St-Laurent, bureau 300 à Montréal (Qc) H2X 2S6.

AVIS est par les présentes donné que la faillite de **2864-2593 QUÉBEC INC.**, société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 1223, boul. St-Laurent, bureau 300 à Montréal (Qc) H2X 2S6, a été déclarée le 27 février 2006.

Le 27 février 2006.
Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél. : (430) 442-3260 www.jeanfortin.com

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de:
STAR MUSIC INC., société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 1223, boul. St-Laurent, bureau 300 à Montréal (Qc) H2X 2S6.

AVIS est par les présentes donné que suite au dépôt de la proposition de **STAR MUSIC INC.** le 8 décembre 2005 en vertu de l'article 62 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, le tribunal a refusé, par ordonnance le 20 février 2006, d'approuver la proposition, et la débiteur est par conséquent réputée avoir fait des lors une cession de ses biens. La première assemblée des créanciers a été tenue le 20 février 2006 à 10 h 10 au bureau du Syndic.

Le 27 février 2006.
Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél. : (430) 442-3260 www.jeanfortin.com

CASILOC
APPEL DE CANDIDATURES
SERVICES PROFESSIONNELS
DESIGN INTÉRIEUR

Projet
Salons de jeux

Les firmes peuvent obtenir de l'information sur l'appel de candidatures en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

LOTO QUÉBEC
Appel d'offres
La seule façon pour les entrepreneurs et les fournisseurs intéressés de consulter tous les avis d'appels d'offres publics en cours pour Loto-Québec et ses filiales, est de visiter les sites Internet suivants :

www.loto-quebec.com
ou
www.ssoq.ca

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de:
CONSTRUCTION D.A.P. INC., société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 9884, rue St-Urbain à Montréal (Québec) H3L 2T2.

AVIS est donné par les présentes donné que **CONSTRUCTION D.A.P. INC.** a déposé le 16 juin 2005 une proposition en vertu de l'article 62 après de Jean Fortin & Associés Syndics Inc. La débiteur a, par la suite, déposé le 23 février 2006 une cession volontaire en vertu de l'article 49 de la Loi. La première assemblée des créanciers sera tenue le 16 mars 2006 à 9 h 30 au bureau du Syndic à l'adresse suivante : 50, Place Crémazie Ouest, suite 404, Montréal (Québec).

Le 2 mars 2006.
Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél. : (430) 442-3260 www.jeanfortin.com

AVIS DE VENTE PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, NO. 500-22-03499-045
COUR DU QUÉBEC SEARS CANADA Partie demanderesse -vs- **JAAFAR GHAIH** Partie défenderesse Le 16 mars 2006 à 10h00 de l'avant-midi, à la place d'affaires du tiers saisi ALI GHAIH (CENTRE D'AUTO PICO) au numéro 11770, 5^e Avenue, en la ville et district judiciaire de Montréal seront vendus par autorité de justice les biens et effets de la partie saisi en cette cause, consistant en: - 1 CAISSE ENREGISTREUSE SANYO SERIE 5390205; - 1 COFFRE À OUTILS INTERNATIONAL ET CONTENU; - 1 COFFRE À OUTILS BLUE POIN ET CONTENU; - ET AUTRES BIENS SAISIS EN CETTE CAUSE. **CONDITIONS: ARGENT COMPTANT OU CHEQUE VISE.** Montréal, ce 02 mars 2006. Claude Payant, huissier de justice, Grenier et Associés, huissiers (514) 397-9577

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **LES PLACEMENTS J.G. SAINT-CHARLES INC.** demandera à l'inspecteur général des Institutions financières la permission de se dissoudre. LaSalle, le 2 mars 2006
ETUDE DE ME MICHEL A. MENARD
PROFESSEUR DE LA COMPAGNIE

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
AVIS est par les présentes donné que le 22 février 2006, **9068-5280 QUÉBEC INC.**, a fait cession de ses biens, corps politique légalement constitué, situé au 4499A, boul. Westpark, Pierrefonds (Québec), et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 16 mars 2006 à 10 h au bureau du syndic, 8585, boul. St-Laurent, bureau 210, Montréal (Qc).

G. BILL HAFNER, CIRP Syndic
8585, boul. St-Laurent Bureau 210
Montréal (Québec) H2P 2M9
Tél. : (514) 382-6722
Télec. : (514) 382-9328

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
AVIS est par les présentes donné que le 20 février 2006, **CONFISERIE LOLLY LAND INC.**, a fait cession de ses biens, corps politique légalement constitué, situé au 7275, Sherbrooke Est, Unité 68, Montréal (Québec), et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 13 mars 2006 à 10 h au bureau du syndic, 8585, boul. St-Laurent, bureau 210, Montréal (Qc).

G. BILL HAFNER, CIRP Syndic
8585, boul. St-Laurent Bureau 210
Montréal (Québec) H2P 2M9
Tél. : (514) 382-6722
Télec. : (514) 382-9328

CASILOC
APPEL DE CANDIDATURES
SERVICES PROFESSIONNELS
GENIE MECANIQUE/ELECTRIQUE
GENIE STRUCTURAL/CIVIL

Projet
Salons de jeux
Québec, Trois-Rivières et Couronne nord de Montréal

Les firmes peuvent obtenir de l'information sur l'appel de candidatures en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

JEAN FORTIN & ASSOCIÉS syndics
AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de:
OCEANO MASSOTHÉRAPIE INC., société légalement constituée ayant son siège social et sa place d'affaires au 9884, Chemin du Village au Mont-Tremblant (Québec) J8E 1K4.

AVIS est donné par les présentes donné que **OCEANO MASSOTHÉRAPIE INC.** a déposé le 27 septembre 2005 une proposition en vertu de l'article 62 après de Jean Fortin & Associés Syndics Inc. La débiteur a, par la suite, déposé le 24 février 2006 une cession volontaire en vertu de l'article 49 de la Loi. La première assemblée des créanciers sera tenue le 16 mars 2006 à 14 h 30 au bureau du Syndic à l'adresse suivante : 50, Place Crémazie Ouest, suite 404, Montréal (Québec).

Longueuil, le 2 mars 2006.
Jean Fortin & Associés Syndics Inc.
Tél. : (430) 442-3260 www.jeanfortin.com

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE (Avis dans le journal C.C.Q., art. 795)
AVIS est par les présentes donné qu'à la suite du décès de Emilien Bessette, en son vivant domicilié au 7307, rue Pointoise, Saint-Léonard, Québec, H1S 2B1, survenu le 17 novembre 2005, un inventaire des biens du défunt a été fait par Thérèse Maille, le liquidateur successoral, le 1^{er} mars 2006, devant Me Hélène Goyette, notaire, conformément à la Loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Hélène Goyette, notaire, sise au 20, Place du Lac, Granby, Québec, J2G 9L9. Donné, ce 2 mars 2006.
Par le liquidateur

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
AVIS est par les présentes donné que, à la suite du décès de Jonathan Piché, en son vivant domicilié au 48-1, rue le Masson, Saint-Roch-de-L'Abbaye (Québec) J0K 3H0, survenu le 28 octobre 2005, un inventaire des biens du défunt a été fait par le liquidateur successoral Mario Vendette, le 2 mars 2006, devant Me Pierre Duval, notaire à l'Assomption, conformément à la Loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Pierre Duval, notaire, sise au 178, rue Notre-Dame, L'Assomption (Québec). Donné, ce 2 mars 2006.
Mario Vendette, liquidateur

AVIS DE VENTE PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, NO. 500-12-283383-069
COUR SUPÉRIEURE (CHAMBRE DE LA FAMILLE) (DIVISION DES DIVORCES)
MAXIA TIMOTHE demanderesse
Partie demanderesse
C. DUBEND DEJUSMA VIXAMAR Partie défenderesse

ASSIGNATION
ORDRE est donné à DUBEND DEJUSMA VIXAMAR de comparaître au greffe de cette cour situé au 1, rue Notre-Dame est, à Montréal au local 1120 dans les 20 jours de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.

La requête introductive d'instance sera présentée devant le tribunal le 27 AVRIL 2006, à 9 heures en salle 2.17 au palais de justice de Montréal. Une copie de la requête introductive d'instance a été remise au greffe, à l'intention de DUBEND DEJUSMA VIXAMAR. A Montréal, le 2008 MAR 01
Greffier adjoint

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE QUÉBEC
N°: 200-17-008531-065
COUR SUPÉRIEURE
SERVICES FINANCIERS DAILLER-CHRYSLER CANADA INC.
Demanderesse
C. 9119-3722 QUÉBEC INC. ET GRATIEN OUELLET Défendeurs
ADESA MONTRÉAL CORPORATION Tierce-saisie

Par ordre du Tribunal:
Ordre est donné à 9119-3722 Québec Inc. et Gratien Ouellet de comparaître au greffe de cette cour situé au Palais de justice de Québec, 300 boulevard Jean-Lesage, compoix 02, Québec, G1K 9B8, dans les trente (30) jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la requête introductive d'instance pour être remis en possession de biens loués et amortis, l'avis à la partie défenderesse amendé, l'inventaire de pièces amortis, les pièces p-1 à p-5, les réquisitions, affidavits, bref de saisie avant jugement et bref de saisie avant jugement au greffe à l'intention de 9119-3722 Québec Inc. et Gratien Ouellet.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE
Québec, le 1 mars 2008
ROXANE GUY GREFFIER ADJOINT

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE QUÉBEC
N°: 200-22-036793-065
COUR SUPÉRIEURE
SERVICES FINANCIERS DAILLER-CHRYSLER CANADA INC.
Demanderesse
C. JEAN-LOUIS ST-AMAND Défendeur
ET ADESA MONTRÉAL CORPORATION Mère en cause

Par ordre du Tribunal:
Ordre est donné à Jean-Louis St-Amand de comparaître au greffe de cette cour situé au Palais de justice de Québec, 300 boulevard Jean-Lesage, compoix 02, Québec, G1K 9B8, dans les trente (30) jours de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir.

Une copie de la requête introductive d'instance pour permission d'obtenir le droit de recours, l'avis à la partie défenderesse, l'inventaire de pièces et les pièces p-1 à p-5 ont été remises au greffe à l'intention de Jean-Louis St-Amand.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE
Québec, le 1 mars 2008
ROXANE GUY GREFFIER ADJOINT

Environnement Canada
Montréal
Prévisions météo

AUJOURD'HUI
Possibilité d'averses de neige
max -3

CE SOIR
Dégel
min -10

DIMANCHE
Ensoleillé
max -3, min -10

LUNDI
Ensoleillé
max -3, min -9

MARDI
Ensoleillé
max -3, min -10

La météo en un clin d'œil

Hier Normales
Max. 1 0.0
Min. -4 -8.8
Precip. 3.6 mm

Phases de la lune
3/6 3/14 3/22 3/29

Levee du soleil 6:27
Coucher du soleil 17:47

Canada
St. John's -11-4
Halifax -21-10
Ottawa -21-8
Toronto 01-10
Winnipeg -11-12
Edmonton -41-13
Regina -81-16
Vancouver 1113
Whitehorse -111-21
Yellowknife -121-21

Le monde
New York 51-5
Chicago 61-7
Atlanta 1413
Miami 2718
Los Angeles 1615
Rio de Janeiro 34125
Amsterdam 51-2
Moscou -21-9
Paris 51-3
Sydney 26120

Parlez directement avec un prévisionniste
Météo Conseil
1-900-565-4455
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL
www.meteo.gc.ca
La météo canadienne sur le Web

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel:
petitesannonces@ledevoir.com

AVIS DE DÉCÈS

I • N • D • E • X

- 100 • 199**
IMMOBILIER RÉSIDUEL
Achat-vente-échange
- 100 Ventes libres
101 Propriétés à vendre
102 Condominiums et co-propriétés
103 Propriétés à louer
104 Propriétés à louer
105 Propriétés à louer
106 Propriétés à louer
107 Propriétés à louer
108 Propriétés à louer
109 Propriétés à louer
110 Propriétés à louer
111 Propriétés à louer
112 Propriétés à louer
113 Propriétés à louer
114 Propriétés à louer
115 Propriétés à louer
116 Propriétés à louer
117 Propriétés à louer
118 Propriétés à louer
119 Propriétés à louer
120 Propriétés à louer
121 Propriétés à louer
122 Propriétés à louer
123 Propriétés à louer
124 Propriétés à louer
125 Propriétés à louer
126 Propriétés à louer
127 Propriétés à louer
128 Propriétés à louer
129 Propriétés à louer
130 Propriétés à louer
131 Propriétés à louer
132 Propriétés à louer
133 Propriétés à louer
134 Propriétés à louer
135 Propriétés à louer
136 Propriétés à louer
137 Propriétés à louer
138 Propriétés à louer
139 Propriétés à louer
140 Propriétés à louer
141 Propriétés à louer
142 Propriétés à louer
143 Propriétés à louer
144 Propriétés à louer
145 Propriétés à louer
146 Propriétés à louer
147 Propriétés à louer
148 Propriétés à louer
149 Propriétés à louer
150 Propriétés à louer
151 Propriétés à louer
152 Propriétés à louer
153 Propriétés à louer
154 Propriétés à louer
155 Propriétés à louer
156 Propriétés à louer
157 Propriétés à louer
158 Propriétés à louer
159 Propriétés à louer
160 Propriétés à louer
161 Propriétés à louer
162 Propriétés à louer
163 Propriétés à louer
164 Propriétés à louer
165 Propriétés à louer
166 Propriétés à louer
167 Propriétés à louer
168 Propriétés à louer
169 Propriétés à louer
170 Propriétés à louer
171 Propriétés à louer
172 Propriétés à louer
173 Propriétés à louer
174 Propriétés à louer
175 Propriétés à louer
176 Propriétés à louer
177 Propriétés à louer
178 Propriétés à louer
179 Propriétés à louer
180 Propriétés à louer
181 Propriétés à louer
182 Propriétés à louer
183 Propriétés à louer
184 Propriétés à louer
185 Propriétés à louer
186 Propriétés à louer
187 Propriétés à louer
188 Propriétés à louer
189 Propriétés à louer
190 Propriétés à louer
191 Propriétés à louer
192 Propriétés à louer
193 Propriétés à louer
194 Propriétés à louer
195 Propriétés à louer
196 Propriétés à louer
197 Propriétés à louer
198 Propriétés à louer
199 Propriétés à louer
- 200 • 299**
IMMOBILIER COMMERCIAL
Achat-vente-échange
- 201 Propriétés commerciales
202 Propriétés commerciales
203 Propriétés commerciales
204 Propriétés commerciales
205 Propriétés commerciales
206 Propriétés commerciales
207 Propriétés commerciales
208 Propriétés commerciales
209 Propriétés commerciales
210 Propriétés commerciales
211 Propriétés commerciales
212 Propriétés commerciales
213 Propriétés commerciales
214 Propriétés commerciales
215 Propriétés commerciales
216 Propriétés commerciales
217 Propriétés commerciales
218 Propriétés commerciales
219 Propriétés commerciales
220 Propriétés commerciales
221 Propriétés commerciales
222 Propriétés commerciales
223 Propriétés commerciales
224 Propriétés commerciales
225 Propriétés commerciales
226 Propriétés commerciales
227 Propriétés commerciales
228 Propriétés commerciales
229 Propriétés commerciales
230 Propriétés commerciales
231 Propriétés commerciales
232 Propriétés commerciales
233 Propriétés commerciales
234 Propriétés commerciales
235 Propriétés commerciales
236 Propriétés commerciales
237 Propriétés commerciales
238 Propriétés commerciales
239 Propriétés commerciales
240 Propriétés commerciales
241 Propriétés commerciales
242 Propriétés commerciales
243 Propriétés commerciales
244 Propriétés commerciales
245 Propriétés commerciales
246 Propriétés commerciales
247 Propriétés commerciales
248 Propriétés commerciales
249 Propriétés commerciales
250 Propriétés commerciales
251 Propriétés commerciales
252 Propriétés commerciales
253 Propriétés commerciales
254 Propriétés commerciales
255 Propriétés commerciales
256 Propriétés commerciales
257 Propriétés commerciales
258 Propriétés commerciales
259 Propriétés commerciales
260 Propriétés commerciales
261 Propriétés commerciales
262 Propriétés commerciales
263 Propriétés commerciales
264 Propriétés commerciales
265 Propriétés commerciales
266 Propriétés commerciales
267 Propriétés commerciales
268 Propriétés commerciales
269 Propriétés commerciales
270 Propriétés commerciales
271 Propriétés commerciales
272 Propriétés commerciales
273 Propriétés commerciales
274 Propriétés commerciales
275 Propriétés commerciales
276 Propriétés commerciales
277 Propriétés commerciales
278 Propriétés commerciales
279 Propriétés commerciales
280 Propriétés commerciales
281 Propriétés commerciales
282 Propriétés commerciales
283 Propriétés commerciales
284 Propriétés commerciales
285 Propriétés commerciales
286 Propriétés commerciales
287 Propriétés commerciales
288 Propriétés commerciales
289 Propriétés commerciales
290 Propriétés commerciales
291 Propriétés commerciales
292 Propriétés commerciales
293 Propriétés commerciales
294 Propriétés commerciales
295 Propriétés commerciales
296 Propriétés commerciales
297 Propriétés commerciales
298 Propriétés commerciales
299 Propriétés commerciales
- 300 • 399**
MARCHANDISES
- 301 Œuvres d'art
302 Œuvres d'art
303 Œuvres d'art
304 Œuvres d'art
305 Œuvres d'art
306 Œuvres d'art
307 Œuvres d'art
308 Œuvres d'art
309 Œuvres d'art
310 Œuvres d'art
311 Œuvres d'art
312 Œuvres d'art
313 Œuvres d'art
314 Œuvres d'art
315 Œuvres d'art
316 Œuvres d'art
317 Œuvres d'art
318 Œuvres d'art
319 Œuvres d'art
320 Œuvres d'art
321 Œuvres d'art
322 Œuvres d'art
323 Œuvres d'art
324 Œuvres d'art
325 Œuvres d'art
326 Œuvres d'art
327 Œuvres d'art
328 Œuvres d'art
329 Œuvres d'art
330 Œuvres d'art
331 Œuvres d'art
332 Œuvres d'art
333 Œuvres d'art
334 Œuvres d'art
335 Œuvres d'art
336 Œuvres d'art
337 Œuvres d'art
338 Œuvres d'art
339 Œuvres d'art
340 Œuvres d'art
341 Œuvres d'art
342 Œuvres d'art
343 Œuvres d'art
344 Œuvres d'art
345 Œuvres d'art
346 Œuvres d'art
347 Œuvres d'art
348 Œuvres d'art
349 Œuvres d'art
350 Œuvres d'art
351 Œuvres d'art
352 Œuvres d'art
353 Œuvres d'art
354 Œuvres d'art
355 Œuvres d'art
356 Œuvres d'art
357 Œuvres d'art
358 Œuvres d'art
359 Œuvres d'art
360 Œuvres d'art
361 Œuvres d'art
362 Œuvres d'art
363 Œuvres d'art
364 Œuvres d'art
365 Œuvres d'art
366 Œuvres d'art
367 Œuvres d'art
368 Œuvres d'art
369 Œuvres d'art
370 Œuvres d'art
371 Œuvres d'art
372 Œuvres d'art
373 Œuvres d'art
374 Œuvres d'art
375 Œuvres d'art
376 Œuvres d'art
377 Œuvres d'art
378 Œuvres d'art
379 Œuvres d'art
380 Œuvres d'art
381 Œuvres d'art
382 Œuvres d'art
383 Œuvres d'art
384 Œuvres d'art
385 Œuvres d'art
386 Œuvres d'art
387 Œuvres d'art
388 Œuvres d'art
389 Œuvres d'art
390 Œuvres d'art
391 Œuvres d'art
392 Œuvres d'art
393 Œuvres d'art
394 Œuvres d'art
395 Œuvres d'art
396 Œuvres d'art
397 Œuvres d'art
398 Œuvres d'art
399 Œuvres d'art
- 400 • 499**
PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
- 401 Occasions d'affaires
402 Occasions d'affaires
403 Occasions d'affaires
404 Occasions d'affaires
405 Occasions d'affaires
406 Occasions d'affaires
407 Occasions d'affaires
408 Occasions d'affaires
409 Occasions d'affaires
410 Occasions d'affaires
411 Occasions d'affaires
412 Occasions d'affaires
413 Occasions d'affaires
414 Occasions d'affaires
415 Occasions d'affaires
416 Occasions d'affaires
417 Occasions d'affaires
418 Occasions d'affaires
419 Occasions d'affaires
420 Occasions d'affaires
421 Occasions d'affaires
422 Occasions d'affaires
423 Occasions d'affaires
424 Occasions d'affaires
425 Occasions d'affaires
426 Occasions d'affaires
427 Occasions d'affaires
428 Occasions d'affaires
429 Occasions d'affaires
430 Occasions d'affaires
431 Occasions d'affaires
432 Occasions d'affaires
433 Occasions d'affaires
434 Occasions d'affaires
435 Occasions d'affaires
436 Occasions d'affaires
437 Occasions d'affaires
438 Occasions d'affaires
439 Occasions d'affaires
440 Occasions d'affaires
441 Occasions d'affaires
442 Occasions d'affaires
443 Occasions d'affaires
444 Occasions d'affaires
445 Occasions d'affaires
446 Occasions d'affaires
447 Occasions d'affaires
448 Occasions d'affaires
449 Occasions d'affaires
450 Occasions d'affaires
451 Occasions d'affaires
452 Occasions d'affaires
453 Occasions d'affaires
454 Occasions d'affaires
455 Occasions d'affaires
456 Occasions d'affaires
457 Occasions d'affaires
458 Occasions d'affaires
459 Occasions d'affaires
460 Occasions d'affaires
461 Occasions d'affaires
462 Occasions d'affaires
463 Occasions d'affaires
464 Occasions d'affaires
465 Occasions d'affaires
466 Occasions d'affaires
467 Occasions d'affaires
468 Occasions d'affaires
469 Occasions d'affaires
470 Occasions d'affaires
471 Occasions d'affaires
472 Occasions d'affaires
473 Occasions d'affaires
474 Occasions d'affaires
475 Occasions d'affaires
476 Occasions d'affaires
477 Occasions d'affaires
478 Occasions d'affaires
479 Occasions d'affaires
480 Occasions d'affaires
481 Occasions d'affaires
482 Occasions d'affaires
483 Occasions d'affaires
484 Occasions d'affaires
485 Occasions d'affaires
486 Occasions d'affaires
487 Occasions d'affaires
488 Occasions d'affaires
489 Occasions d'affaires
490 Occasions d'affaires
491 Occasions d'affaires
492 Occasions d'affaires
493 Occasions d'affaires
494 Occasions d'affaires
495 Occasions d'affaires
496 Occasions d'affaires
497 Occasions d'affaires
498 Occasions d'affaires
499 Occasions d'affaires
- 500 • 599**
PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
- 501 Occasions d'affaires
502 Occasions d'affaires
503 Occasions d'affaires
504 Occasions d'affaires
505 Occasions d'affaires
506 Occasions d'affaires
507 Occasions d'affaires
508 Occasions d'affaires
509 Occasions d'affaires
510 Occasions d'affaires
511 Occasions d'affaires
512 Occasions d'affaires
513 Occasions d'affaires
514 Occasions d'affaires
515 Occasions d'affaires
516 Occasions d'affaires
517 Occasions d'affaires
518 Occasions d'affaires
519 Occasions d'affaires
520 Occasions d'affaires
521 Occasions d'affaires
522 Occasions d'affaires
523 Occasions d'affaires
524 Occasions d'affaires
525 Occasions d'affaires
526 Occasions d'affaires
527 Occasions d'affaires
528 Occasions d'affaires
529 Occasions d'affaires
530 Occasions d'affaires
531 Occasions d'affaires
532 Occasions d'affaires
533 Occasions d'affaires
534 Occasions d'affaires
535 Occasions d'affaires
536 Occasions d'affaires
537 Occasions d'affaires
538 Occasions d'affaires
539 Occasions d'affaires
540 Occasions d'affaires
541 Occasions d'affaires
542 Occasions d'affaires
543 Occasions d'affaires
544 Occasions d'affaires
545 Occasions d'affaires
546 Occasions d'affaires
547 Occasions d'affaires
548 Occasions d'affaires
549 Occasions d'affaires
550 Occasions d'affaires
551 Occasions d'affaires
552 Occasions d'affaires
553 Occasions d'affaires
554 Occasions d'affaires
555 Occasions d'affaires
556 Occasions d'affaires
557 Occasions d'affaires
558 Occasions d'affaires
559 Occasions d'affaires
560 Occasions d'affaires
561 Occasions d'affaires
562 Occasions d'affaires
563 Occasions d'affaires
564 Occasions d'affaires
565 Occasions d'affaires
566 Occasions d'affaires
567 Occasions d'affaires
568 Occasions d'affaires
569 Occasions d'affaires
570 Occasions d'affaires
571 Occasions d'affaires
572 Occasions d'affaires
573 Occasions d'affaires
574 Occasions d'affaires
575 Occasions d'affaires
576 Occasions d'affaires
577 Occasions d'affaires
578 Occasions d'affaires
579 Occasions d'affaires
580 Occasions d'affaires
581 Occasions d'affaires
582 Occasions d'affaires
583 Occasions d'affaires
584 Occasions d'affaires
585 Occasions d'affaires
586 Occasions d'affaires
587 Occasions d'affaires
588 Occasions d'affaires
589 Occasions d'affaires
590 Occasions d'affaires
591 Occasions d'affaires
592 Occasions d'affaires
593 Occasions d'affaires
594 Occasions d'affaires
595 Occasions d'affaires
596 Occasions d'affaires
597 Occasions d'affaires
598 Occasions d'affaires
599 Occasions d'affaires
- 600 • 699**
VEHICULES
- 601 Bateaux, yachts, voiliers
602 Bateaux, yachts, voiliers
603 Bateaux, yachts, voiliers
604 Bateaux, yachts, voiliers
605 Bateaux, yachts, voiliers
606 Bateaux, yachts, voiliers
607 Bateaux, yachts, voiliers
608 Bateaux, yachts, voiliers
609 Bateaux, yachts, voiliers
610 Bateaux, yachts, voiliers
611 Bateaux, yachts, voiliers
612 Bateaux, yachts, voiliers
613 Bateaux, yachts, voiliers
614 Bateaux, yachts, voiliers
615 Bateaux, yachts, voiliers
616 Bateaux, yachts, voiliers
617 Bateaux, yachts, voiliers
618 Bateaux, yachts, voiliers
619 Bateaux, yachts, voiliers
620 Bateaux, yachts, voiliers
621 Bateaux, yachts, voiliers
622 Bateaux, yachts, voiliers
623 Bateaux, yachts, voiliers
624 Bateaux, yachts, voiliers
625 Bateaux, yachts, voiliers
626 Bateaux, yachts, voiliers
627 Bateaux, yachts, voiliers
628 Bateaux, yachts, voiliers
629 Bateaux, yachts, voiliers
630 Bateaux, yachts, voiliers
631 Bateaux, yachts, voiliers
632 Bateaux, yachts, voiliers
633 Bateaux, yachts, voiliers
634 Bateaux, yachts, voiliers
635 Bateaux, yachts, voiliers
636 Bateaux, yachts, voiliers
637 Bateaux, yachts, voiliers
638 Bateaux, yachts, voiliers
639 Bateaux, yachts, voiliers
640 Bateaux, yachts, voiliers
641 Bateaux, yachts, voiliers
642 Bateaux, yachts, voiliers
643 Bateaux, yachts, voiliers
644 Bateaux, yachts, voiliers
645 Bateaux, yachts, voiliers
646 Bateaux, yachts, voiliers
647 Bateaux, yachts, voiliers
648 Bateaux, yachts, voiliers
649 Bateaux, yachts, voiliers
650 Bateaux, yachts, voiliers
651 Bateaux, yachts, voiliers
652 Bateaux, yachts, voiliers
653 Bateaux, yachts, voiliers
654 Bateaux, yachts, voiliers
655 Bateaux, yachts, voiliers
656 Bateaux, yachts, voiliers
657 Bateaux, yachts, voiliers
658 Bateaux, yachts, voiliers
659 Bateaux, yachts, voiliers
660 Bateaux, yachts, voiliers
661 Bateaux, yachts, voiliers
662 Bateaux, yachts, voiliers
663 Bateaux, yachts, voiliers
664 Bateaux, yachts, voiliers
665 Bateaux, yachts, voiliers
666 Bateaux, yachts, voiliers
667 Bateaux, yachts, voiliers
668 Bateaux, yachts, voiliers
669 Bateaux, yachts, voiliers
670 Bateaux, yachts, voiliers
671 Bateaux, yachts, voiliers
672 Bateaux, yachts, voiliers
673 Bateaux, yachts, voiliers
674 Bateaux, yachts, voiliers
675 Bateaux, yachts, voiliers
676 Bateaux, yachts, voiliers
677 Bateaux, yachts, voiliers
678 Bateaux, yachts, voiliers
679 Bateaux, yachts, voiliers
680 Bateaux, yachts, voiliers
681 Bateaux, yachts, voiliers
682 Bateaux, yachts, voiliers
683 Bateaux, yachts, voiliers
684 Bateaux, yachts, voiliers
685 Bateaux, yachts, voiliers
686 Bateaux, yachts, voiliers
687 Bateaux, yachts, voiliers
688 Bateaux, yachts, voiliers
689 Bateaux, yachts, voiliers
690 Bateaux, yachts, voiliers
691 Bateaux, yachts, voiliers
692 Bateaux, yachts, voiliers
693 Bateaux, yachts, voiliers
694 Bateaux, yachts, voiliers
695 Bateaux, yachts, voiliers
696 Bateaux, yachts, voiliers
697 Bateaux, yachts, voiliers
698 Bateaux, yachts, voiliers
699 Bateaux, yachts, voiliers

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AU VILLAGE OLYMPIQUE
Apprt très ensoleillé.
2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, à partir de 965 \$, 1 c.c. à 995 \$, aussi studio, à partir de 630 \$. Chauffage, a/c, électricité ind. Stat., piscine, sécurité 24h.
Occupation immédiate.
Sur rendez-vous
514-943-5888
ou visite libre :
Sam. et dim. 4 et 6 mars
entre 13h et 18h
5199, Sherbrooke Est #3315
www.metacp.com

C.D.N. - Place Bradford - 712
Allée piétonne avec jardin devant.
Duplex, 1-de-ch. tr. lumineux, rénové, 3 ch. + 1, 2 s.bain, 5 électros, pl. bois, garage, 1 550\$ chauffé, éclairé. Libre imm. 514-735-1957

CENTRE-VILLE - FRIX REDUIT
1280 St-Marc
21/2 - 31/2 - 41/2 rénovés
Chauffés, piscine.
514-337-6897
514-803-0262

CENTRE-VILLE-PLATEAU.
Grandes pièces avec fenêtres.
Atelier, bureau, chambre. Qualité, harmonie. <01/03. 514-982-9965

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

LASALLE - 41/2.
R. de c. avec s.c. - 700\$/m.
Libre imm. ou avril. 514-367-1608

LAURIER/HUTCHISON
41/2 rénovés, 5 électros, stat. ext. 1 mois gratuit avec bail 1 an. 2 mois gratuits avec bail 2 ans. Libre. 1 250\$ - 1350\$
514-924-4383 514-844-7275

LOFT à 2 pas métro Berni/UQAM.
4 électros + a/c, électricité ind. Sécurité, propre. Propriétaire sur place. 920 \$/m. 514-288-6180

Métro MONK (à 5 min. de tous les services) Châteaueux 41/2 très clair. Libre 1er avril 595\$/mois. 514-768-5592

N.D.G. - 41/2 rénové dans petit immeuble prestigieux rue Sherbrooke. Pr. arrêt bus + services. Chauffage indépendant. Idéal célibataire. Libre, 655\$. 514-482-5304

NDG - Superbe haut duplex 6 1/2 Foyer, Boiserie, 4 électros. 1 250\$ 514-935-2398

NDG beau 6 1/2 2+ de triplex. Bois franc. Boiserie. Les entrées Très éclairé. 514-487-5914

OUTREMONT
Gr. 31/2, 2 gr. pièces fermées, Endroit calme. Libre 1er mars. 825 \$ 514-276-8954

OUTREMONT ADJ.
Grand 6 1/2 bas de duplex rénové incluant 4 électros, garage + stat. Grande terrasse. Libre 1er mai 1785\$/mois 514-739-6392

POINTE-CLAIRE
Magnifiques 1 1/2 à 5 1/2.
POINTE-CLAIRE.
Magnifiques 1 1/2 à 5 1/2.
Prix abordable, près des services, centres commerciaux. Stat. ext. 514-697-4045
Immédiat, mai, juin et juillet.
www.cogr.net.

Près métros J-Talon et Fabre
51/2 Bas duplex. Ensol. Paisible pour pers. tranquille n-Hum. Libre 25 Mars 800\$ 514-270-1762

Près UdeM
Spacieux 3 1/2 et 4 1/2, lumineux. 2 électros, chauffé + eau chaude. 514-739-9983

ST-HENRI - Joli apt à partager.
Salon double pour vous. 290\$/m 5 min. métro 514-268-3090

ST-LEONARD, 5 1/2
2e. Très tranquille. Non-chauffé. Juillet. 514-322-5806

VILLERAY Grand 6 1/2
S-sol fini, 4 c.c. fermées, 2 s. de b., tourbillon, patio, terr., éclairé, cour. Avril. 1400\$ 514-277-9976

135 TERRAINS

LAC ST-JOSEPH 35 min. Québec
200 x 500, accès lac, ruisseau, borné Parc. 418-688-0303

CANTONS DE L'EST

Lac Gilbert, Oasis de Paix

806 pieds sur le lac, idéal pour randonnée en kayak, canot, pédalo, pour la pêche, randonnée pédestre ou simplement savourer le calme de cette belle nature. Terrains boisés, belle plage, site enchanteur et tout cela à 15 minutes seulement de la ville de Magog.

Ce terrain peut être divisé. Prix à discuter.
514-845-9822 (RICHARD)

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

Place CONCORDE
IMMEUBLE LUXUEUX
Refait à neuf!
Studio 1 1/2, 3 1/2 et 4 1/2
• Bêton
• Piscine int., sauna
• Terrasse, portier
Venez nous voir : 9 h à 18 h
514-735-2507
3355 Queen Mary (près U de M)
placeconcorde@videotron.ca

1530 St-Pierre
2^e - 3^e - 4^e en béton
Gardiennage, piscine, dépanneur, buanderie, salle de gym.
514-835-4833

AU COEUR DU PLATEAU
2 pas du métro Mt-Royal
5 1/2 rénové, paisible, 1 de c., 1 c.c. fermée, pl. d'origine, soleil, entré lav./séch. chauffé, élect. Jardinier botiste. Pas d'animaux. Pas de co-location. Ref. exigées. Libre 1er avril 850\$/mois.
514-288-5519
Nous ne retournons que les appels logés entre 12h et 18h.

PLATEAU
Près de Laurier, 2^e étage, 2 chambres, 1000 pc, aire ouverte, espace de rangement généreux, balcon+terrasse, prix révisé à 225 000 \$.

SALLY PHAN, mba
514-990-1881
courtier

164 CONDOMINIUMS À LOUER

Outremont adj. Sanctuaire phase 1
Élégant condo, 2 c.c., vue sur boisé, garage, 2 350 \$/mois.

MARIE DUFRESNE
514-814-3260
514-737-3765
Royal LePage Dynastie

ATWATER - Près du marché
2 lofts, luxueusement rénovés et équipés dans immeuble industriel. Libre. A Voir
514-898-8586
www.loftsamroise.blogspot.com

ILE DES SOEURS Grand 3 1/2
Luxueusement meublé. Gar. int. Vue imprenable. Gym, sauna. N-Humain, pas d'animaux. Libre Poss. court terme. 514-690-9638

164 CONDOMINIUMS À LOUER

ÎLE PATON
7 pièces, spacieux, éclairé. 1600\$
Garage, piscine, 2 sdb, extras
450-227-6163 450-686-9655

ORFORD - 41/2 MEUBLE
2 étages, foyer, piscine. Cachet.
1 km golf et parc.
514-527-3807

165 PROPRIÉTÉS À LOUER

CHATEAUGUAY
20 min. centre-ville de Mt.
Face à rivière Secteur recherché.
Cottage 8 pièces, rénové, semi-meublé, solarium, puits de lumière, boiserie, 4 c.c. + 2 s. de b.
Jacuzzi, a/c. Garage.
Références. 1100\$/m
514-482-4720

Maison à louer 6 1/2 à deux pas du métro et marché Jean-Talon, rénovée, meublée, ensoleillée, cour fermée, location au mois, de mai à oct. 2400\$ avec réf. 514-270-1200

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER

PARIS 11^e ET 14^e
Studios et apparts court ou long séj. 540\$/sem dégressif
Confort convivialité
514-354-3123
www.dansparis.com et
www.chezwillis.ca

***** PARIS XVe *****
Superbe appart. 3^e, meublé ancien, 1 équipé, 2-4 pers., parc. Disp. sem./mois. (450) 968-0282

***** PARIS VII - XV *****
Superbe 21/2 (Champ-de-Mars) Tt rénové et équipé, très ensoleillé. Sur jardin Semois 514-272-1803

À LA BASTILLE-Condo sur parc
Confort, calme. Samedi au samedi. 514-495-3021
paris.condo@sympatico.ca

À PARIS Petit bijou d'appt
sur la Butte Montmartre, au cœur de Paris. Paisible, ensoleillé, 2-3 pers. 514-498-9955
appartement-montmartre.com

À PARIS (Montmartre)
Près des vignes, charmant appt. 3 pièces, tout équipé. 1 à 4 pers. Sem/mois. 450-677-3727

À PARIS - 380 à 550 euros/sem.
Bastille, Marais. xyzap@yahoohr 011 33 612 415 239

À SAISIR ! - 3 1/2, tr. clair, confort.
Paris XIXe, 1 à 4 pers. Meublé, asc., gar. 514-767-5027

AU SUD DE LA FRANCE
Corbières (pays Cathare)
Maison de village, 4 c.c., 2 s. de b., 22 km de la mer.
514-495-3053

PARIS QUARTIER LATIN
Situé 50m Notre-Dame-Desse, grand studio lumineux, toutes, lettres, cuisine séparée, entièrement équipé (lit 2 pl. + appoint). Info/serveur.<

LES PETITES ANNONCES

514.985.3322

1 800.363.0305

DE MEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

Charme & prestige



LES LOFTS REDPATH

Loft exceptionnel, jamais habité, unité de coin sud-ouest, 1 c.v., plafond 12 pieds, garage. **PRIX POUR VENTE RAPIDE: 400 000 \$**

LOUISE GIMBERT
514-891-4560
Les courtiers du canal



CHARLOTTE MICHAUD
514-272-1010
www.visitenet.com/cmichaud

Grossier Sutton Immobilier inc.
Courtier immobilier agréé



OUTREMONT
5687 Durocher
Cottage 649 000 \$
Près Bernard, cachet. Garage double,
4 chambres à l'étage. S'familiale, terrasse
MLS / SIA # 1161735



PLATEAU
3701-3703 Coloniale
Duplex ayant un logement au rez-de-chaussée et
un autre logement sur 2 étages au 2^e et 3^e.
Jardin, terrasse. 429 000 \$
MLS / SIA # 1145778



TERRASSE MAISONNEUVE

• Spacieuse résidence
• 4+1 chambres, 2.5 salles de bain
• Planchers de chêne. Foyer.
• Solarium. A/C central.
• Rénovations haut de gamme.
• Paysagement. Piscine creusée.

ALAIN CHARTIER
Agent immobilier agréé Re/Max du Cartier inc
514-578-0300 www.alainchartier.com



VIEUX MONTRÉAL

Découvrez ce magnifique condo aux lignes pures qui fait
actuellement la revue *DECORATION CHEZ SOI*. Visite
libre ce dimanche entre 14h00 et 16h00. Situé au 50 rue
McGill, app. 55. Vendeur motivé 1 495 000,00 \$

Patricia Lallier, agent agréé 514-499-1898
www.immeubleinternational.com



B&B NORTH HATLEY

Magnifique et original, 13 pièces, location 5 ch. (s. de bain
& blacon). 6 pièces exclusives au proprio dont 2 ch. avec
salle de bain, 2 acres pommeraie. Aubaine 399 500 \$
1 819 842-1981
www.thej.com/bb



DOMAINE À LA CAMPAGNE

(Dudswell) 379 000 \$
Répertorié parmi les plus beaux jardins du Québec,
10 acres aménagés: lac à truites, ruisseau, cascade,
plates-bandes. Maison exceptionnelle: 27 x 52, solarium
4 saisons, chalet d'invités, garage, 30 km de Sherbrooke.
Voir: **jeanmarielemire.com**
819-884-5788 glimire@sympatico.ca



COTTAGE CENTENAIRE

À Outremont, avenue de l'Épée près St-Viateur, 8 pièces,
4 c.v., 1 s. de b., 2 salles d'eau, boiseries chêne, plancher
bois francs, plafonds 9 pi., foyer, 3 balcons, 2 terrasses,
garage, chauffage et poêle au gaz. À deux pas: écoles et
parcs. 725 000 \$
514-272-8394

QU'EST-CE QU'UN SERVICE
PROFESSIONNEL
DE LA RÉNOVATION ?

- Salles de bain, cuisines et sous-sol
- Garantie de 10 ans sur éléments majeurs
- Licences de la RBQ
- Membre de Qualité Rénovation (ACQ)
- Budgets et délais respectés
- Techniciens professionnels
- Service après vente de 24 H
- Sécurité, propreté et ponctualité
- Dé la conception à l'exécution

LE CAPITAINE DU BONHEUR
514-745-0503

CONDOS AU BORD DE L'EAU
Grands 4 1/2 - 5 1/2

• 1220 p.c. à 1650 p.c. • Ascenseur • Foyer • Garage intérieur
• Terrasse 12 pi x 24 pi face à la rivière des Mille-lacs.
Vignoble **cam**
450-962-1313 35^e Avenue, Fabreville



ST-JACQUES

Superbe cottage de prestige 2003, construction de qualité.
Clé en main. 30 min. de MtLaval. 15 pièces, 4 c. à c. et
2 s/bain à l'étage, piscine, garage, planchers de bois,
plafonds 9 pi., terrain aménagé 22 000 pi², arbres matures
et plus encore. À voir absolument. 299 900 \$ nég.
450-839-7014, 514-838-0236

BAS-ST-LAURENT
Villégiature en bord de mer

Magnifique cottage en bordure du fleuve. Très ensoleillé et fenêtré,
salle à dîner avec vue sur le fleuve (porte terrasse et latéraux
couvrant 10 pieds de largeur). Terrain profond avec accès privé à la
plage (210'). Secteur recherché et très rare, belle plage de sable.
Marché, feux de grève, baignade, kayak. Prix demandé: 225 000 \$
arome5@hotmail.com
ROGER OUELLET 418-562-6949
Agents immobilier s'abstenir



CAP-TOURMENTE

Manoir restauré selon les règles de l'art, murs en pierre,
plafond à caisson, plancher de bois. Spacieuses pièces de
séjour, 8 chambres avec salle de bain privée, cuisine à
faire rêver un chef. Un joyau du patrimoine! Site unique.
www.imcha.com/manoir

LOUISE BÉDARD
418.692.2908
Courtier immobilier agréé

CHARLEVOIX
LOCATION TOURISTIQUE

Découvrez le charme et le confort uniques de nos chalets,
maisons de campagne et villas, et admirez le fleuve dans
toute sa majesté.

www.imcha.com
418.435.6868 1.866.435.6868
Immeubles Charlevoix courtier



L'UNIQUE HABITAT 67 !

Projet d'envergure réalisé pour l'expo 67 et qui a eu garder au fil des ans un air
très contemporain. Ce magnifique 3 cubes totalisant 1800 pieds carrés a été
complètement rénové avec raffinement, qualité et très bon goût. Aménagé en
trois chambres avec des points de vues uniques dans chacune des pièces,
agrémenté d'une double terrasse avec accès par certaines pièces. Volume des
plafonds variant jusqu'à environ 14 pieds. Stationnement intérieur pour une
voiture. Vous pouvez voir l'album photo de cette propriété sur notre site web.
Patricia Lallier, agent agréé 514-499-1898
www.immeubleinternational.com

LES CONDOS DU
MONASTÈRE À LÉVIS

www.condosdumonastere.com
Situés face
au Château
Frontenac, avec
magnifique vue
panoramique sur
Québec et sur le
fleuve.
Les condos du
Monastère
vous offrent l'endroit
par excellence.
Nouvel horaire
Lun au jeu 13h à 19h
Ven et sam 13h à 17h
Sur rendez-vous
en tout temps
69b, rue Saint-Louis, Lévis
(Québec) G6V 4G2
BUREAU DES VENTES : 418-838-4792

Un tournant de la rivière
juste pour vous !

**Grande maison au
bord de l'eau à Pierrefonds.**
Complètement rénovée, avec 5 chambres,
2 salles de bains, 2 foyers et garage.
Incluant billard, cinéma-maison, quai, chaloupe,
moteur, tondeuse et souffleur. Écoles, CEGEP
et services à proximité. Un site à voir absolument !
470 000 \$. Agents s'abstenir.

Occupation et visite flexibles : 831-3030

HABITEZ SUR UNE DES
PLUS BELLES PLACES AU COEUR
DU VIEUX-MONTRÉAL

Sur ce site unique...
• 18 condominiums de 800 à 2 200 pi²
• ascenseur et toits-terrasses
• à partir de 249 000 \$ TTC
• et quelle belle vue !
EUROPA
363 Place d'Youville

514 844 0927 www.projeteuropa.com
VISITES LIBRES TOUS LES JOURS DE 12H À 16H

AU CŒUR DE L'ESTRIE
DOMAINE CHAMPÊTRE

EASTMAN
Lotissement immobilier
 régi par code d'intégration
 architecturale et de
 protection de
 l'environnement.
 À 1 h de Montréal
 450-297-3500
Le projet s'étend sur un territoire exceptionnel de
 255 acres, où la quiétude se conjugue avec le respect
 de la nature; en toile de fond, le Mont Orford.
 Ruisseaux, pistes de ski de fond, sentiers pédestres,
 baignade et parcs d'observation de la nature.
 Phase 1 - Beaux grands terrains d'environ 3 acres
 chacun soit 120 000 p.c. à partir de 0,44 \$ le p.c.
 boisesdelheronniere.com



514.985.3322 1 800.363.0305

DE MEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

& Charme
prestige

**ABONNEZ-VOUS ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 38 %
SUR LE PRIX EN KIOSQUE**



De plus, bénéficiez des privilèges aux abonnés sur le site **www.ledevoir.com**
APPELEZ DÉS MAINTENANT AU SERVICE À LA CLIENTÈLE
Montréal : 514-985-3355 | Sans frais : 1 800 463-7559 | **www.ledevoir.com**